

Chapitre VI

Les relations de l'Empire ottoman avec l'Allemagne pendant la Première Guerre mondiale

L'histoire des relations entre l'Empire ottoman et l'Allemagne durant la Première Guerre mondiale reste encore insuffisamment connue. Sur le plan de l'alliance militaire entre les deux pays, on sait désormais que le gouvernement ottoman a bénéficié d'une marge de manœuvre plus grande que celle attribuée par l'historiographie orthodoxe¹ : malgré la présence de la mission militaire allemande à Istanbul depuis le début de l'année 1914, malgré aussi le fait qu'un grand nombre de généraux allemands ont occupé des postes de commandement dans l'armée ottomane pendant la guerre, les autorités turques ont en réalité pu garder un certain pouvoir de décision, non seulement en jouant de manière habile des conflits entre les autorités civiles et militaires allemandes, mais aussi en sachant quand il le fallait rappeler aux Allemands la valeur de l'alliance. Dans la question du génocide perpétré contre les Arméniens, la passivité des autorités allemandes est pour une part à comprendre en ce sens. Mais d'autres aspects, comme l'idéologie social-darwiniste de l'élite politique et culturelle de l'époque, sont aussi à prendre en compte. Par ailleurs, les relations économiques et les projets échafaudés dans une perspective de victoire, ainsi que le rôle des individus dans les relations « culturelles » et la propagande allemande et unioniste, restent encore les grandes inconnues de cette alliance que nous tenterons ici d'aborder en nous aidant de la bibliographie existante.

1. Le déroulement de l'alliance militaire jusqu'en 1917

« La victoire d'abord : donc techniciens, matériels, au plus vite ? Ensuite, peu important les anciennes provinces vassales d'Europe : elles n'intéressent pas Enver, et par contre... Diable !... Qu'est-ce qui l'intéresse donc ?

Le touranisme, l'unité de tous les peuples turcs, depuis Andrinople, jusqu'aux oasis chinoises de la route de la soie, à travers l'Asie centrale (...). Il s'agit d'aller de l'avant (...) et de substituer, au rêve d'une absurde république de Constantinople, l'empire jeune-turc, capitale Samarkande². »

Le « Djihad » et le Touran : les grands rêves turco-allemands

Le lendemain de la déclaration de guerre à la Russie, le Comité central a envoyé aux différentes branches du CUP une circulaire dans lequel il a déclaré : « L'idéal

¹ Voir en particulier Trumpener, Ulrich, *Germany and the Ottoman Empire*, op. cit.

² André Malraux, *Les noyers de l'Altenburg*, Paris, Gallimard, 1948, pp. 62 – 63.

national de notre peuple et de notre pays nous pousse à combattre l'ennemi moscovite pour obtenir une frontière naturelle qui réunisse tous nos compatriotes », ajoutant : « Notre sensibilité religieuse nous pousse à libérer le monde musulman de la domination des infidèles³. » Par cette circulaire, ainsi que le note Jäschke, le Comité désigne donc deux fronts : le Caucase et le Canal de Suez. C'est dans ce contexte que le 14 novembre 1914, le *şeyhülislam* proclame la guerre sainte contre l'Entente depuis la Mosquée de Mehmed le Conquérant⁴. Aussitôt, une manifestation est organisée devant le ministère de la Guerre puis devant l'ambassade allemande, durant laquelle Wangenheim tient un discours. Dans les faits, la mise en scène est assez bien réglée, mais ne s'avise pas vraiment convaincante, à l'image finalement de l'initiative dans son ensemble.

Pour l'état-major allemand, la guerre sainte doit d'abord servir à gêner le camp de l'Entente. Mais au-delà de cet argument objectif et stratégique, beaucoup – et en premier lieu les orientalistes les plus connus – espèrent que les pays musulmans vont reconnaître le rôle de l'Allemagne dans le monde, sa politique non impérialiste et sa position particulière par rapport aux puissances « occidentales ». Les Ottomans cherchent quant à eux à renforcer leur influence et n'excluent pas la possibilité d'acquérir des gains territoriaux dans le Nord de l'Afrique, en Égypte, en Libye, dans les régions de la Perse et les provinces caucasiennes de Russie⁵.

Du côté allemand, cette guerre sainte a été préparée depuis plusieurs semaines : dès août, Max von Oppenheim a été appelé au ministère des Affaires étrangères⁶. Cette personnalité complexe, qui a vécu 13 ans en Égypte, d'où il a envoyé plus de 500 rapports à la *Wilhelmstrasse*, s'engage depuis longtemps pour un rôle accru de l'Allemagne auprès du monde musulman. Patriote fervent, il n'a jamais été accepté formellement dans le service diplomatique du fait de l'antisémitisme qui y règne⁷. Comme nous l'avons vu au tout début de ce travail, il a déjà attiré l'attention des autorités allemandes en 1888 en publiant un mémorandum sur la possibilité de mobiliser le mouvement panislamiste pour les buts de la politique allemande en Orient, qui a inspiré le discours du Kaiser à Damas. À Berlin, il fonde un « bureau d'informations pour l'Orient » (*Nachrichtenstelle für den Orient*) et établit les plans de

³ Tekin Alp, *Türkismus und Pantürkismus*, op. cit., p. 50, cité par Jäschke, Gotthard, « Der Turanismus der Jungtürken », op. cit., p. 12.

⁴ Voir McKale, Donald M., « Germany and the Arab Question in the First World War ». In : *Middle Eastern Studies*, vol. 29, April 1993, pp. 236 – 253. Sur le déroulement précis de la proclamation de la guerre sainte, voir Hagen, Gottfried, *Die Türkei im Ersten Weltkrieg. Flugblätter und Flugschriften in arabischer, persischer und osmanisch-türkischer Sprache aus einer Sammlung der Universitätsbibliothek Heidelberg eingeleitet, übersetzt und kommentiert*, Francfort / Main, Peter Lang, 1990 ; Schwanitz, Wolfgang G., « Djihad 'Made in Germany' : Der Streit um den Heiligen Krieg 1914 – 1915 ». In : *Sozial. Geschichte, Zeitschrift für historische Analyse des 20. und 21. Jahrhunderts*, n° 2, juin 2003, pp. 7 – 34.

⁵ Trumpener, Ulrich, *Germany and the Ottoman Empire*, op. cit., p. 114.

⁶ Landau, Jacob M., *The Politics of Pan-Islam*, op. cit., p. 96.

⁷ Sur sa vie, voir Teichmann, Gabriele ; Völger, Gisela, *Faszination Orient. Max von Oppenheim, Forscher, Sammler, Diplomat*, 2001.

la guerre sainte, dans lesquels il met en évidence la nécessité de la participation des Turcs épaulés par des conseillers allemands. Il désigne l'Égypte comme le pays le plus important et le plus susceptible de se révolter contre la Grande-Bretagne, tout en préconisant une action parallèle dans les territoires turco-russes du Caucase, de l'Inde, de la Perse et de l'Afghanistan. Car la guerre sainte a plusieurs objectifs : celui bien sûr de provoquer une révolte dans les colonies anglaises et françaises. Celui aussi de gagner les musulmans de l'Asie centrale, dans le cadre d'un projet pan-turc que les Allemands approuvent, susceptible qu'il est de gêner la Russie et d'ouvrir des perspectives nouvelles pour l'après-guerre⁸.

C'est dans ce contexte que, sous la direction des diplomates Wilhelm Wassmuss et Otto von Hentig et de l'officier Oskar von Niedermayer, tous trois de la génération d'Enver, des expéditions sont organisées pour tenter de faire entrer l'Afghanistan dans la guerre et de provoquer une révolte en Inde. L'Afghanistan, par l'intermédiaire de l'émir Habibullah, a déclaré sa neutralité en août 1914, mais l'entrée en guerre de l'Empire ottoman aux côtés des puissances centrales en octobre semble avoir eu une influence sur l'émir comme sur la population, qui sympathise avec la cause ottomane⁹. Après un trajet aventureux, les agents allemands rencontrent Habibullah à l'automne 1915. Quelques mois plus tard, en janvier 1916, un traité provisoire d'amitié est signé, mais le lendemain, l'émir prend soin d'informer les Anglais que l'Afghanistan reste neutre.

Dans les faits, ces opérations échouent les unes et après les autres et provoquent de plus la méfiance des autorités turques, qui considèrent ces zones comme relevant de leurs intérêts¹⁰.

Cet enthousiasme allemand pour le caractère romanesque et si prometteur de cette aventure, Malraux l'a peint parfaitement dans ce qui a été son dernier roman, *Les noyers de l'Altenburg*¹¹. Le narrateur raconte comment son père, un jeune Alsacien au service de la *Wilhelmstrasse*, professeur de philosophie à Istanbul, se lie avec Enver et part sur son ordre en Afghanistan, à la recherche de ce Touran magnifié. Le génie de Malraux consiste moins dans l'exposition d'une « vérité historique » – comme nous venons de le voir, les agents allemands en Afghanistan visaient alors

⁸ Jacob M. Landau souligne ainsi que la déclaration du *Djihad* de novembre 1914 mentionne explicitement les musulmans de la Crimée, du Turkestan, de l'Inde, de la Chine... Voir *Pan-Turkism*, op. cit., p. 53.

⁹ Voir Hughes, Thomas M., « The German Mission to Afghanistan ». In : Schwanitz, Wolfgang G. (éd.), *Germany and the Middle East 1871 – 1945*, Verwert, Iberoamericana, 2004, pp. 25 – 65, ici p. 30.

¹⁰ Pour une description précise des missions, voir Kröger, Martin, « Revolution als Programm. Ziele und Realität deutscher Orientpolitik im ersten Weltkrieg ». In : Michalka, Wolfgang, *Der erste Weltkrieg*, op. cit., pp. 366 – 391. Voir aussi Seidt, Hans-Ulrich, *Berlin, Kabul, Moskau. Oskar Ritter von Niedermayer und Deutschlands Geopolitik*, Munich, Universitas, 2002.

¹¹ Nous devons cette référence, comme beaucoup d'autres dans ce travail, à François Georgeon, qui la commente dans *Des Ottomans aux Turcs*, op. cit., pp. 109 – 110. Voir aussi Landau, Jacob M., *Pan-Turkism*, op. cit., pp. 51 – 52.

la proclamation de la guerre sainte et non pas l'unité des peuples turcs – que dans sa fine approche de l'engouement d'Enver pour une entreprise mythique, engouement qui a été partagé par de jeunes Allemands de sa génération, eux-mêmes en quête d'un nouveau projet fondateur. De la guerre sainte au touranisme, la première guerre mondiale, sans nul doute, a fait rêver une partie de la jeune élite turque comme allemande, au prix d'un aveuglement terrible.

Les réalités de la guerre

Car les réalités de la guerre sont toutes autres : fidèle à ses projets, Enver dirige la première grande attaque de l'Empire ottoman dans l'est de l'Anatolie dès décembre 1914, accompagné de son chef d'état-major Bronsart von Schellendorff. Mais la campagne tourne au désastre lors de la bataille de Sarikamış¹². Au début du mois de janvier 1915, les troupes sont obligées de se retirer. Seuls 10 à 20 % des soldats de la troisième armée ont survécu¹³. À la suite de cette défaite, des massacres ont lieu contre des Arméniens, rendus responsables de la défaite et accusés de pactiser avec la Russie.

Par ailleurs, la guerre sainte n'aura pas l'effet escompté parmi les musulmans, et mis à part quelques désertions, les puissances de l'Entente ne seront pas gênées¹⁴, même si elles prennent la menace au sérieux et se voient obligées de mobiliser d'importantes armées dans les régions concernées. En Libye, le frère d'Enver, aidé par des agents ottomans et allemands, entreprend d'organiser le soulèvement des Senousis¹⁵ contre les Italiens, puis contre les Anglais dans l'ouest de l'Égypte, occupant ainsi des dizaines de milliers de troupes italiennes et britanniques pendant plus de deux ans¹⁶. En parallèle, menée par Cemal pacha et Kress von Kressenstein, une force expéditionnaire ottomane d'environ 20.000 hommes avance dans le désert du Sinaï et atteint le Canal de Suez début février 1915. Au final, même si Cemal et le gros des forces doivent se retirer vers la Palestine, l'action ottomane a au moins alerté les Anglais et les a obligés à mobiliser des troupes en Égypte, qui auraient pu être utilisées sur le front occidental. Entre janvier 1915 et août 1916, les Turcs mènent par ailleurs de nouvelles attaques contre le canal de Suez.

Mais les Anglais disposent d'un atout décisif en parvenant, en janvier 1916, à conclure un accord avec le chérif de la Mecque Hüseyin, qui s'engage, en échange de promesses d'indépendance, à combattre contre les Ottomans¹⁷. Conduits par

¹² Cet échec a constitué le coup d'envoi du génocide perpétré à l'encontre des Arméniens de Turquie, comme nous le verrons ci-après.

¹³ *Ibid.*, p. 79.

¹⁴ Voir Hagen, Gottfried, *Die Türkei im Ersten Weltkrieg*, op. cit., pp. 5 – 7.

¹⁵ Le terme de Senousis ou Sanûsis désigne les membres de la confrérie musulmane de la Senoussiya, fondée par Muhammed Ibn Ali es-Senousi, qui gagna la Cyrénaïque en 1843.

¹⁶ Trumpener, Ulrich, *Germany and the Ottoman Empire*, op. cit., p. 121.

¹⁷ Laurens, Henry, *L'Orient arabe. Arabisme et islamisme de 1798 à 1945*, Paris, A. Colin, 2004 (2^{ème} éd.).

l'émir Faysal et avec l'aide du mythique Thomas Edward Lawrence, les Arabes ne tardent pas à mettre à mal les troupes turques de La Mecque en juin 1916, puis s'emparent du Hedjaz.

Tandis que les Anglais repoussent les Turcs du désert du Sinaï, avancent dans le Sud de la Palestine et prennent Jérusalem en décembre 1917, les troupes de Faysal prennent Akaba en juillet 1917 et remportent des victoires dans le nord de la Palestine et en Syrie. La résistance ottomane est d'autant plus acharnée qu'à Istanbul a filtré la nouvelle des accords secrets anglo-français Sykes-Picot, qui distribuent aux puissances les provinces de l'Empire. Mais à la veille de la signature de l'armistice de Moudros, Anglais et Arabes sont en train de repousser les Ottomans et les Allemands vers l'Anatolie.

En Perse enfin, les incursions de troupes ottomanes et d'agents allemands ouvrent un nouveau front en 1914 / 1915. Des combats sporadiques entre Turcs et Russes ont lieu dans cette région jusqu'au printemps 1917, date à laquelle les Turcs sont obligés de se retirer.

La défense des Détroits connaît un plus grand succès : par sa résistance tenace face aux Anglais et aux Français à la mi-février 1915, l'armée ottomane empêche non seulement l'ouverture d'une voie de ravitaillement entre la Russie et ses alliés occidentaux, mais contribue aussi indirectement à la stabilisation de la situation dans les Balkans au profit des puissances centrales. La défense de Gallipoli en particulier, où des troupes alliées ont débarqué en avril¹⁸, joue un rôle indirect dans l'entrée de la Bulgarie dans la guerre aux côtés des puissances centrales à l'automne 1915. Enfin, à partir de l'été 1916, des troupes ottomanes participent à la guerre en Europe, en Roumanie, en Galicie et en Macédoine.

La Révolution russe, en mars 1917, alors que Bagdad vient de tomber, réactive les espoirs placés dans le touranisme. La course vers le Caucase, quelques mois avant la fin de la guerre, va constituer une source importante de conflits entre Ottomans et Allemands, comme nous le verrons dans la suite de ce travail.

Les conflits entre les autorités militaires ottomanes et allemandes

« Pourquoi devrions-nous nous sentir redevables par rapport aux Allemands ? Qu'ont-ils fait pour nous en comparaison de ce que nous avons fait pour eux ? C'est vrai, ils nous ont donné de l'argent et nous ont envoyé quelques officiers, mais voyez ce que nous avons fait ! Nous avons vaincu la flotte britannique – quelque chose que ni les Allemands, ni aucune autre nation n'avaient pu faire. Nous avons envoyé nos troupes sur le front du Caucase et ainsi occupé de nombreuses troupes russes qui sinon auraient été placées sur le front occidental. De la même manière, nous avons obligé l'Angleterre à maintenir de grandes armées en Égypte et en Mésopotamie et de cette façon nous avons affaibli les armées alliées en France. Non, les Allemands n'auraient jamais obtenu leurs succès militaires sans nous ; ils doivent nous en être reconnaissants¹⁹. »

¹⁸ Trumpener, Ulrich, *Germany and the Ottoman Empire*, op. cit., p. 81 et suivantes.

¹⁹ Morgenthau citant Enver, in Wallach, Jehuda L., *Anatomie einer Militärhilfe*, op. cit., p. 188.

Des conflits, il n'en manque pas entre alliés ottomans et allemands. Entre Enver, nommé commandant en chef de toutes les armées depuis la fin du mois d'octobre 1914, et Liman von Sanders, le chef de la mission militaire allemande, la situation est dès le début tendue. Ce dernier ne bénéficie en effet pas du pouvoir que le contrat de 1913 lui avait attribué. Ainsi, il participe certes aux réunions du Haut Quartier Général ottoman, mais son rôle est limité à celui de conseiller²⁰. Enver a d'ailleurs pris soin d'expliquer au chef de l'état-major général allemand que von Sanders est autorisé à collaborer mais ne l'est pas à prendre de décisions²¹. Les deux hommes s'opposent également sur les ordres à donner aux officiers allemands de la mission militaire, au nombre de 290 en 1916. Le Kaiser lui-même doit s'en mêler et prend parti pour Enver, dont la collaboration est jugée bien plus importante que la position de Liman von Sanders. Enver n'a d'ailleurs pas manqué de souligner que le contrat de la mission militaire a été conçu en temps de paix et que son effectivité durant la guerre est limitée. Ainsi, l'action des officiers allemands en temps de guerre est soumise au quartier général turc et le chef de la mission ne peut pas avoir un rôle décisionnel, ce qui irait contre la constitution puisqu'il ne peut pas être rendu responsable de ses actions ou de ses décisions par les organes de l'État²². Devant la détermination de Liman von Sanders à donner sa démission, Enver est cependant obligé, pressé semble-t-il par Talat, de se montrer plus conciliant. À ce titre, il finit par accepter de s'engager à consulter Liman von Sanders pour toute affectation d'officiers allemands²³.

Mais Enver reste d'avis que le contrat doit être absolument modifié après la guerre, de telle sorte que le chef de l'état-major général, un officier allemand, soit directement soumis aux ordres du ministre de la Guerre. Par ailleurs, les contrats doivent être négociés avec chacun des officiers allemands présents au ministère de la Guerre, à l'état-major général, dans les écoles militaires et en tant que généraux commandants, et non plus avec le chef de la mission militaire, ainsi que cela était habituel avant 1913²⁴. La convention réglant la collaboration militaire après la conclusion de la paix est signée le 18 octobre 1917 par le ministre prussien de la Guerre et Enver, malgré l'opposition de Liman von Sanders – qui n'a pas été consulté une seule fois. L'article 4 de la nouvelle convention stipule que les officiers allemands seront subordonnés au ministre de la Guerre et aux officiers supérieurs ottomans²⁵.

Sur le plan militaire, Enver et Liman von Sanders s'opposent également plusieurs fois : à l'automne 1914, von Sanders refuse de prendre le commandement de l'armée du Caucase, estimant qu'il est inconscient de mener la guerre dans cette

²⁰ Trumpener, Ulrich, *Germany and the Ottoman Empire*, op. cit., p. 72.

²¹ *Ibid.*, p. 91.

²² Wallach, Jehuda L., *Anatomie einer Militärhilfe*, op. cit., p. 181.

²³ Trumpener, Ulrich, *Germany and the Ottoman Empire*, op. cit., p. 96.

²⁴ Wallach, Jehuda L., *Anatomie einer Militärhilfe*, op. cit., p. 182.

²⁵ Trumpener, Ulrich, *Germany and the Ottoman Empire*, op. cit., p. 100.

région en hiver. Après l'échec retentissant de l'armée ottomane, il accuse Bronsart d'en être le responsable et lui demande de partir de son poste de chef d'état-major ottoman, ce à quoi Enver s'oppose²⁶. À Gallipoli, en mars 1915, les tensions entre Enver et Liman von Sanders, dues à des visions stratégiques différentes, montent encore d'un cran²⁷. Après des protestations adressées par les deux militaires à l'ambassade et au Kaiser, Enver finit par accepter le point de vue de Liman et lui confie le commandement de la 5^{ème} armée, dont Kâzım [Karabekir] est le chef de l'état-major, tandis que Mustafa Kemal en dirige l'une des divisions. Liman von Sanders devient alors le principal responsable de la défense des Détroits. Entre-temps, l'état-major général allemand décide de rappeler Liman von Sanders en Allemagne. Cette fois, Enver est contre : il explique en juillet 1915 à Hans Humann qu'il sait gré à von Sanders d'avoir pris comme chef d'état-major de son armée un Turc, et qu'il n'a pas confiance en von der Goltz (qu'il a nommé « conseiller spécial » au Haut Quartier général en janvier 1915), qu'il estime dépourvu de psychologie et dont il critique les réformes qu'il a introduites dans l'armée ottomane²⁸.

Cependant, les relations entre les deux hommes ne s'améliorent pas, d'autant que Liman von Sanders semble s'entendre particulièrement bien avec l'ambassadeur Wolff-Metternich, qu'Enver et les autres dirigeants unionistes souhaitent écarter à cause de ses prises de position contre les persécutions perpétrées contre les Arméniens²⁹. D'après Trumpener, Enver accuse alors Liman von Sanders et Wolff-Metternich de mener une politique dirigée directement contre lui, et s'adresse au Gouvernement allemand à l'été 1916 pour lui faire comprendre qu'un changement est nécessaire si l'on veut « qu'une réorientation de la politique turque soit évitée³⁰ ». Wolff-Metternich est finalement rappelé et remplacé par Richard von Kühlmann.

Malgré le nombre croissant de militaires allemands dans l'Empire³¹, les Allemands n'ont pas exercé de contrôle véritable sur l'armée ottomane. Les deux chefs de l'état-major général, Bronsart von Schellendorff et Hans von Seeckt, sont parvenus à entretenir une relation de confiance avec Enver, mais ont dû parfois pour cela se rallier à des décisions qui en réalité étaient critiquées par les autorités militaires allemandes. Par ailleurs, ils n'ont jamais endossé d'autres commandements que ceux ordonnés par Enver³². Liman von Sanders, un militaire de talent reconnu et respecté par ses collègues et subordonnés turcs, n'est pas parvenu à faire preuve de la diplomatie et de la finesse dont il aurait eu besoin en tant que chef

²⁶ *Ibid.*, p. 175.

²⁷ *Ibid.*, p. 84.

²⁸ Wallach, Jehuda L., *Anatomie einer Militärhilfe*, op. cit., pp. 177 – 178.

²⁹ Voir ci-après.

³⁰ Cité dans Trumpener, Ulrich, *Germany and the Ottoman Empire*, op. cit., p. 97.

³¹ Trumpener estime à 25.000 le nombre d'officiers et de soldats allemands dans l'Empire à la fin de la guerre, pp. 104 – 105.

³² *Ibid.*, p. 69.

de la mission militaire dans ses contacts avec Enver, ce qui a contribué pour une grande part à l'érosion générale de l'influence allemande.

Comme avant la guerre, les officiers turcs ont mal supporté les initiatives de leurs collègues allemands, ainsi que le relate Kâzım Karabekir³³, ainsi aussi que le pointera Mustafa Kemal, qui s'est opposé à l'alliance avec l'Allemagne et à l'attribution de postes de commandement aux généraux allemands³⁴. Comme avant la guerre également, les malentendus dus aux problèmes linguistiques ont été nombreux³⁵. En fin de compte, les Allemands n'ont pas bénéficié du pouvoir effectif qu'ils s'attendaient à avoir.

Le drame arménien dans les relations entre l'Empire ottoman et l'Allemagne

« Der deutsche Bundestag verneigt sich im Gedenken an die Opfer von Gewalt, Mord und Vertreibung, unter denen das armenische Volk vor und während des ersten Weltkrieges zu leiden hatte. Er beklagt die Taten der jungtürkischen Regierung des osmanischen Reiches, die zur fast vollständigen Vernichtung der Armenier in Anatolien geführt haben. Er bedauert auch die unrühmliche Rolle des deutschen Reiches, das angesichts der vielfältigen Informationen über die organisierte Vertreibung und Vernichtung von Armeniern nicht einmal versucht hat, die Gräueltaten zu stoppen³⁶. »

À la suite de l'échec essuyé par l'armée ottomane à Sarıkamış, des massacres ont eu lieu contre les Arméniens, rendus responsables de la défaite et accusés de pactiser avec la Russie. Parallèlement, les unionistes ont décidé de désarmer les soldats et les gendarmes arméniens engagés dans l'armée³⁷. Après la révolte qui a éclaté à Van, des intellectuels et notables ont été arrêtés à Istanbul les 24 et 25 avril 1915, parmi lesquels certains ont été déportés et assassinés. Cette date est commémorée comme le début du génocide perpétré à l'encontre des Arméniens ottomans.

Quatre-vingt-dix ans après, en juin 2005, le parlement allemand a adopté une résolution (*Armenien-Resolution*) dans laquelle il a invité la Turquie à se confronter

³³ Voir par exemple Karabekir, Kâzım, *Birinci Cihan Harbine Nasıl Girdik ?*, vol. 2, *op. cit.*, p. 159.

³⁴ Nous reviendrons sur ce point dans la suite de ce travail.

³⁵ Voir les récits de Kannengiesser, cités dans Wallach, Jehuda L., *Anatomie einer Militärhilfe*, *op. cit.*, p. 191.

³⁶ « Armenien-Resolution », votée par le parlement allemand le 16 juin 2005 : « Le parlement allemand commémore les victimes de la violence, des meurtres et des déportations dont a souffert le peuple arménien avant et pendant la Première Guerre mondiale. Il regrette les actions du gouvernement jeune-turc de l'Empire ottoman qui ont mené à l'anéantissement presque complet des Arméniens en Anatolie. Il regrette aussi le rôle peu glorieux de l'Allemagne qui, alors qu'elle disposait de multiples informations sur la déportation et l'anéantissement organisés des Arméniens, n'a même pas essayé de mettre un terme à ces atrocités ».

³⁷ Voir Zürcher, Erik Jan, « Ottoman Labour Battalions in World War I ». In : Kieser, Hans-Lukas ; Schaller, Dominik J. (eds.), *Der Völkermord an den Armeniern und die Shoah. The Armenian genocide and the Shoah*, Zürich, Chronos Verlag, 2002, pp. 187-196.

ouvertement (*offene Aufarbeitung*) aux massacres perpétrés contre les Arméniens, et dans laquelle il a souligné le « rôle peu glorieux » (*die unrühmliche Rolle*) de l'Allemagne dans cette question. Pour autant, le problème de la responsabilité et de l'implication du gouvernement allemand de l'époque dans le génocide n'est pas résolu par les historiens³⁸. Ce débat est rendu difficile par le fait qu'un grand nombre de sources concernant ce sujet ont été détruites durant la Deuxième Guerre mondiale.

Que le gouvernement allemand se soit rendu coupable de passivité est un fait que des historiens comme Ulrich Trumpener ou Frank Weber ont depuis longtemps mis en évidence. Les autorités allemandes ont eu pour priorité l'alliance avec l'Empire ottoman et se sont satisfaites des explications unionistes selon lesquelles les déportations correspondaient à des mesures de sécurité³⁹. Quand il est devenu évident qu'il s'agissait de massacres de masse qui touchaient des familles, des femmes et des enfants, informées par les rapports des consuls sur place, elles ont protesté auprès du gouvernement ottoman. Mais dans les faits, l'Allemagne officielle est restée passive, craignant d'offenser les dirigeants unionistes. En ce sens, elle n'a pas apporté non plus de soutien décisif aux personnalités engagées pour la cause arménienne comme le pasteur Johannes Lepsius⁴⁰ et s'est pliée aux autorités turques qui par exemple ont exigé le remplacement de l'ambassadeur Wolff-Metternich à cause de ses fortes protestations vis-à-vis des déportations⁴¹. Dans cette perspective, le gouvernement allemand s'est donc rendu coupable de passivité.

Christoph Dinkel⁴² et Vahakn Dadrian⁴³ ont montré que les officiers présents pendant la guerre ont participé activement aux déportations. Ils citent par exemple le cas du chef allemand de l'état-major général ottoman Bronsart von Schellendorf, signataire d'un ordre de déportation, connu également pour ses propos antisémites et antiarméniens, ou celui de Böttrich, chef de la section du chemin de fer au sein de l'état-major général ottoman, engagé personnellement dans la déportation des Arméniens travaillant pour la Société du chemin de fer d'Anatolie. La plupart des officiers allemands étaient effectivement persuadés que l'activité révolutionnaire des Arméniens constituait un danger de première importance, et Christoph Dinkel

³⁸ Voir Schaeffen, Annette, *Schwieriges Erinnern. Zur Rezeption des Genozids an den Armeniern*, Berlin, Metropol, 2006.

³⁹ Trumpener, Ulrich, *Germany and the Ottoman Empire*, op. cit., pp. 200 – 270.

⁴⁰ Johannes Lepsius (1859 – 1926) était un pasteur protestant, fondateur de la *Deutsche Orient-Mission*. En 1919, il éditera des sources diplomatiques concernant la politique allemande à l'égard des Arméniens, dont certaines seront toutefois falsifiées. Sur ce sujet, voir Gust, Wolfgang (éd.), *Der Völkermord an den Armeniern 1915/16. Dokumente aus dem politischen Archiv des deutschen auswärtigen Amtes*, Springe, zu Klampen Verlag, 2005.

⁴¹ Trumpener, Ulrich, *Germany and the Ottoman Empire*, op. cit., p. 127.

⁴² Dinkel, Christoph, « German Officers and the Armenian Genocide ». In : *Armenian Review*, 1991, vol. 44, n°1/173, pp. 77 – 133, ici p. 120.

⁴³ Dadrian, Vahakn N., *German Responsibility in the Armenian Genocide. A Review of the Historical Evidence of German Complicity*, Cambridge, Blue Crane Books, 1996.

a raison en ce sens de parler « d'hystérie insurrectionnelle⁴⁴ », qui a poussé certains d'entre eux à encourager les déportations et les massacres.

Au-delà de l'aspect militaire, Dadrian a présenté le génocide comme étant pour partie une idée allemande, en soulignant l'influence de von der Goltz et de sa vision d'une Turquie asiatique musulmane, ou du publiciste impérialiste Paul Rohrbach, « suspecté d'être le théoricien qui a implanté dans les esprits turcs l'idée du déplacement des Arméniens en Mésopotamie⁴⁵ ». Il a également supposé que Max von Oppenheim pouvait avoir été impliqué dans des contacts avec le CUP concernant le génocide. Au final, pour Dadrian, la complicité allemande (*Mitschuld*) dans ce massacre s'est manifestée par la participation active des officiers allemands, ainsi que par l'incitation (*Anregung*) et l'approbation (*Zustimmung*) des autorités civiles⁴⁶.

C'est à cette thèse que l'historien Hilmar Kaiser s'est opposé, reprochant à Dadrian d'avoir interprété les sources citées dans le but de démontrer l'implication des autorités militaires et civiles allemandes, et de manquer souvent de preuves pour appuyer ses affirmations, comme par exemple celles concernant von der Goltz ou Max von Oppenheim⁴⁷. Il a également reproché à l'auteur de ne pas prendre en compte la résistance de certaines personnalités allemandes, soutenant qu'en définitive, il n'y a pas eu de politique commune menée par les militaires et les civils allemands. Dans son article consacré à l'attitude des dirigeants de la Société du chemin de fer⁴⁸, il a ainsi montré que ceux-ci se sont opposés à la déportation de leurs employés arméniens. Le directeur général Günther et le directeur de la Deutsche Bank Gwinner en particulier ont pris contact à plusieurs reprises avec les autorités allemandes et ottomanes pour demander que soient épargnés les ingénieurs et les ouvriers concernés. Pour convaincre le gouvernement unioniste, ils ont mis en avant le fait que si ce personnel était déporté, les possibilités de transport allaient s'amoinrir et la construction du chemin de fer allait devoir être interrompue. Ce faisant, ils ont réussi à repousser les déportations de quelques mois, mais il leur a fallu également s'opposer à Böttrich, le chef de la section du chemin de fer à l'état-major général, particulièrement déterminé à engager les déportations. Dans ce cadre, Günther a certes réussi à convaincre la *Wilhelmstrasse* que l'attitude de Böttrich risquait de nuire à l'image de l'Allemagne, mais les autorités militaires ont refusé de changer Böttrich de poste au motif qu'il n'était pas possible de trouver une autre personne. En fin de compte, les unionistes ont ordonné les déportations du personnel du chemin de fer en juin 1916. Kaiser

⁴⁴ Dinkel, Christoph, « German Officers and the Armenian Genocide », *op. cit.*, p. 118.

⁴⁵ Dadrian, Vahakn N., *German Responsibility in the Armenian Genocide*, *op. cit.* pp. 114 - 115.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 186.

⁴⁷ Il y a eu un débat sur cette question entre Dadrian et Kaiser dans la revue *Journal of the Society for Armenian Studies* 8 (1995) et 9 (1996 - 1997).

⁴⁸ Kaiser, Hilmar, « The Baghdad Railway 1915 - 1916 : A Case Study in German Resistance and Complicity ». In : Hovannisian, Richard (éd.), *Remembrance and Denial : The Case of the Armenian Genocide*, Detroit, Wayne State University Press, 1999, pp. 67 - 112.

conclut en soulignant les conséquences désastreuses qu'ont eues pour les Arméniens les conflits entre les différentes autorités allemandes.

Les recherches récentes ont donc montré que, si certains officiers allemands dans l'Empire ottoman ont participé directement aux mesures de déportation, d'autres personnalités impliquées dans les relations entre les deux pays ont fermement condamné le massacre. Le gouvernement allemand pour sa part est dans l'ensemble resté passif. Sur ce dernier point, le débat dans l'historiographie reste ouvert : la passivité des dirigeants allemands relève-t-elle des impératifs de la *Realpolitik*, ainsi que le montre en particulier l'étude de Trumpener⁴⁹, ou bien faut-il aller plus loin et y voir la conséquence de l'influence sur une grande partie des élites allemandes de l'idéologie du darwinisme social ? Selon cette dernière thèse, dans une perspective historique qui commencerait à la fin des années 1880 et qui s'étendrait jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'Allemagne, obsédée chez elle par la perspective du *Lebensraum*, aurait commis le génocide contre les Herero en Namibie entre 1904 et 1907, aurait laissé faire celui contre les Arméniens puis aurait commis la Shoah⁵⁰. Cette vision souligne ainsi la continuité de la politique allemande vis-à-vis de la question arménienne dans l'Empire : tout comme l'Allemagne officielle n'a pas protesté au moment des massacres perpétrés contre les Arméniens à la fin du 19^{ème} siècle, le gouvernement allemand a laissé faire le génocide de 1915. Cette politique serait en partie due à un racisme envers les Arméniens, désignés comme étant les « Juifs d'Orient » et affublés de préjugés comparables⁵¹.

À l'évidence, ce douloureux sujet doit continuer à faire l'objet de recherches : outre la nécessité de continuer à réfléchir sur le débat précédent, il reste notamment à approfondir la question du rôle effectif des officiers allemands dans l'Empire à l'aide de sources ottomanes.

Pour l'heure, sur le plan politique, retenons que le gouvernement allemand et également le gouvernement austro-hongrois⁵² se sont rendus coupables de n'être pas intervenus et de s'être contentés des arguments unionistes selon lesquels l'Empire était victime d'un mouvement de sédition généralisé dans les provinces orientales. L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie étaient préoccupées avant tout par la nécessité de ne pas troubler l'alliance avec l'Empire ottoman. Il est donc primor-

⁴⁹ Voir aussi l'article de Bloxham, Donald, « Power Politics, Prejudice, Protest and Propaganda : A Reassessment of the German Role in the Armenian Genocide of World War I ». In : Kieser, Hans-Lukas ; Schaller, Dominik J. (éd.), *Der Völkermord an den Armeniern und die Shoah*, op. cit., pp. 213 – 244.

⁵⁰ Schaller, Dominik J., « Genozid, Historisierung und Rezeption. Was kann die Analyse der Rezeption des Völkermordes an den Armeniern (1915) in Deutschland während der Jahre 1915 – 1945 zum Verständnis der Shoah beitragen? ». [En ligne]. In : www.hist.net/kieser.aghet/index.html (page consultée le 18.11.2005).

⁵¹ Kaiser, Hilmar, *Imperialism, Racism, and Development Theories*, op. cit.

⁵² Bridge, F. R., « The Habsburg Monarchy and the Ottoman Empire, 1900 – 18 », op. cit., pp. 46 – 47.

dial pour notre sujet de comprendre que le gouvernement et l'état-major général allemands ont accordé une telle valeur à l'alliance avec l'Empire ottoman qu'ils ont préféré dans bien des cas ne pas la mettre en danger, au prix de fermer les yeux sur le massacre qui se déroulait devant eux. Comme nous le verrons par la suite, après la guerre, le massacre perpétré contre les Arméniens constituera pendant quelques années une source de tensions dans les relations entre l'Allemagne de Weimar et la Turquie kémaliste.

2. La marge de négociation des unionistes dans les relations politiques

« Les alliés doivent savoir, et le monde doit savoir que nous sommes entrés en guerre pour défendre notre existence politique et notre indépendance, pas pour le Roi de Prusse. Nous ne sommes pas entrés en guerre pour les beaux yeux des Allemands et de nos alliés (...) »⁵³.

« Les Jeunes Turcs nationalistes ne veulent pas libérer la Turquie de l'influence française pour ensuite se jeter dans les bras de l'Allemagne, ils veulent utiliser cette dernière pour réaliser leur idéal national »⁵⁴.

En juillet 1915, Mahmud Muhtar pacha, ambassadeur à Berlin depuis 1913, est remplacé à l'initiative de Halil par l'ancien grand vizir İbrahim Hakki pacha, que les autorités allemandes ont toujours loué. Halil lui-même est nommé ministre des Affaires étrangères en octobre 1915, malgré l'opposition de Said Halim qui cumulait jusqu'alors les fonctions de grand vizir et de ministre des Affaires étrangères. La nomination de Halil, désigné plusieurs fois par les autorités allemandes comme étant un ferme partisan de l'alliance avec les puissances centrales, représente un avantage, même si certaines d'entre-elles craignent de devoir regretter la modération dont Said Halim a pu faire preuve⁵⁵.

Dans les relations politiques entre les deux alliés, les unionistes semblent avoir su dans une large mesure préserver leurs intérêts et obtenir les garanties qu'ils voulaient de la part de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie. Ainsi, en janvier 1915, ils obtiennent que le traité d'août 1914 soit modifié et que soit ajoutée une déclaration d'assistance mutuelle en cas de guerre défensive contre la Russie, la France, une coalition des Balkans ou la Grande-Bretagne si cette dernière est soutenue par

⁵³ Discours d'ouverture du parlement ottoman en 1917 prononcé par Veli bey, député d'Aydın, cité dans Tunaya, Tank Zafer, *Türkiye'de Siyasal Partiler*, Vol. 3 : *İttihat ve Terakki*, op. cit., p. 605.

⁵⁴ Rapport de l'ambassadeur autrichien Pallavicini, 2 novembre 1915, cité in : Klein, Fritz, « Der Einfluss Deutschlands und Österreich-Ungarns auf das türkische Bildungswesen in den Jahren des ersten Weltkrieges ». In : Plaschka, Richard Georg ; Mack, Karlheinz (Hrsg.), *Wegenetz europäischen Geistes. Wissenschaftszentren und geistige Wechselbeziehungen zwischen Mittel- und Südosteuropa vom Ende des 18. Jahrhunderts bis zum Ersten Weltkrieg*, Munich, Oldenbourg, 1983, pp. 420 – 432, ici p. 425.

⁵⁵ Trumpener, Ulrich, *Germany and the Ottoman Empire*, op. cit., p. 125.

un autre État européen. Les autorités allemandes sont satisfaites du fait qu'elles n'ont pas eu besoin de garantir l'intégrité territoriale de l'Empire. Cependant, elles doivent se résigner à ce que la clause d'août 1914 qui accordait à la mission militaire allemande une influence effective sur la direction générale de l'armée ne soit pas renouvelée⁵⁶.

Par ailleurs, devant la progression de la Russie et de la Grande-Bretagne dans les territoires ottomans, la Porte demande quelques mois plus tard qu'une clause soit rajoutée au traité de janvier 1915 stipulant qu'aucun pays ne pourra conclure une paix séparée ou engager des négociations pour la paix générale sans le consentement de l'autre. Cette demande a pour origine une discussion entre Enver et von Lossow menée en juillet 1916, après que les autorités allemandes ont demandé aux autorités militaires turques d'envoyer deux divisions de l'armée ottomane sur le front de Galicie. Bien qu'Enver se soit exprimé de manière positive, Liman von Sanders et l'ambassadeur Wolff-Metternich ont objecté que l'aide des Turcs leur donnerait le droit de formuler de nouvelles revendications politiques, et en particulier d'exiger de leurs alliés qu'ils continuent la guerre jusqu'à ce que les territoires ottomans soient libérés de l'occupation des puissances de l'Entente. Lossow a donc été chargé de mener une conversation « franche » avec Enver mais a oublié la prudence diplomatique en invitant ce dernier à faire part de son point de vue sur un certain nombre de questions que Berlin s'était jusqu'ici efforcé de ne pas évoquer. Il lui a demandé en particulier si son gouvernement s'opposerait à la conclusion de la paix tant que le Caucase et l'Irak ne seraient pas complètement libérés de la présence de l'ennemi⁵⁷.

Cette conversation est aussitôt suivie de démarches auprès des autorités allemandes et, en septembre 1916, Halil bey se rend à Berlin pour conclure un accord. Il propose que l'Allemagne et l'Empire ottoman s'engagent à assurer une paix qui prendra en compte les intérêts des deux pays en fonction de « leurs sacrifices et de leurs efforts », qu'aucun pays ne conclura la paix sans le consentement de l'autre tant que les territoires de l'un des deux étaient occupés, qu'aucun pays ne conclura une paix séparée et enfin que l'Empire ottoman sera autorisé, sous certaines circonstances, à réclamer des parties de la Thrace appartenant à la Bulgarie⁵⁸. Les autorités allemandes acceptent finalement les trois premières clauses, et le traité est signé le 28 septembre 1916. Malgré son opposition initiale, l'Autriche-Hongrie conclut un traité séparé avec l'Empire ottoman en mars 1917.

Le succès le plus important obtenu par les unionistes concerne en fait la reconnaissance par les puissances centrales de l'abolition des capitulations. Les autorités allemandes, comme nous l'avons vu, ont promis cette reconnaissance en septembre 1914, mais une fois l'Empire entré effectivement en guerre, elles se

⁵⁶ *Ibid.*, p. 113.

⁵⁷ *Ibid.*, p. 132. Voir aussi Jäschke, Gotthard, « Der Turanismus der Jungtürken », *op. cit.*, pp. 19 – 20.

⁵⁸ Trumpener, Ulrich, *Germany and the Ottoman Empire*, *op. cit.*, p. 133.

sont efforcées de repousser la demande ottomane, refusant surtout de renoncer au statut particulier des institutions scolaires et religieuses. Devant l'insistance des unionistes cependant, Berlin doit finalement céder, d'autant que les autorités militaires estiment que la question ne vaut pas la peine d'être aussi âprement défendue. En janvier 1917, une série de traités est donc signée entre les deux pays, qui reconnaissent l'abolition de tous les droits capitulaires allemands et placent les relations juridiques, consulaires et commerciales sur la base de l'égalité mutuelle. Une clause secrète précise par ailleurs que le gouvernement allemand promet de soutenir la Porte au cas où celle-ci déciderait de refuser les demandes de l'Entente de rétablir le système des capitulations après la guerre. Enfin, dans un échange de notes secrètes, les deux gouvernements acceptent de s'accorder mutuellement la clause de la nation la plus favorisée concernant les institutions religieuses, éducatives, médicales et de charité⁵⁹.

Après la déclaration de la guerre à l'Allemagne par les États-Unis au début du mois d'avril 1917, un certain nombre d'unionistes, en particulier Cavid, refusent de rompre les relations avec Washington. D'après les rapports de l'ambassadeur allemand à Istanbul, Kühlmann, l'opposition à la politique d'Enver et de Talat, à la « faction allemande » selon ses termes, semble à ce moment-là gagner du terrain, et ce n'est qu'après de longues discussions que le gouvernement ottoman se décide finalement, le 20 avril, à rompre ses relations avec les États-Unis⁶⁰. La *Wilhelmstrasse*, visiblement soucieuse des rapports qu'elle reçoit de Berlin, décide alors d'adopter une attitude conciliatrice lors de la venue de Talat à Berlin quelques jours plus tard. Ainsi, le ministre de l'Intérieur ottoman obtient un amendement au traité du 28 septembre 1916 stipulant que les deux alliés s'engagent à partager les gains obtenus de leurs ennemis « en fonction de leurs sacrifices et de leurs réussites ». Les autorités allemandes tentent d'inclure dans cet accord les entreprises françaises et anglaises de l'Empire ottoman, sans succès. Par ailleurs, il est stipulé que les croiseurs *Yavuz* et *Midilli* appartiennent définitivement à la Turquie, qui obtient aussi des sous-marins de guerre.

Quelques mois plus tard, en septembre 1917, l'appel du pape à une paix générale, et surtout la réponse de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne, qui fait certes allusion aux droits des Turcs sur les Détroits mais qui ne mentionne pas la nécessité pour tous les gouvernements de recouvrer leurs droits souverains d'avant-guerre, ainsi que le demande pourtant la Porte, constituent une nouvelle occasion pour les unionistes de forcer Berlin à donner des garanties. En ce sens, elle fait savoir aux autorités allemandes qu'elle attend une promesse formelle concernant le respect de l'intégrité de l'Empire. Devant la pression unioniste, les autorités allemandes acceptent finalement la conclusion d'un accord, signé le 27 octobre 1917, par lequel l'Allemagne s'engage à n'accepter aucun accord de paix qui limiterait

⁵⁹ *Ibid.*, pp. 130 – 131.

⁶⁰ *Ibid.*, pp. 156 – 157. Ce point mériterait d'être approfondi à l'aide de sources ottomanes.

sous quelque forme que ce soit les droits souverains de la Porte. Par ailleurs, la clause restrictive de janvier 1915 concernant le *casus fœderis* vis-à-vis de la Grande-Bretagne est annulée, et l'obligation mutuelle est élargie à l'Italie. Trumpener met ainsi en évidence le fait que ce traité constitue une sérieuse barrière contre les futures discussions entre l'Entente et l'Allemagne⁶¹.

L'Allemagne n'a pas cédé à la demande des unionistes d'abolir les traités de Paris, de Londres et de Berlin conclus respectivement en 1856, 1871 et 1878 qu'ils considèrent comme ayant imposé des « entraves politiques » à l'Empire ottoman dont il est désormais nécessaire se libérer⁶². Mais elle a accepté l'abrogation des capitulations et s'est engagée à ne pas se retirer de la guerre tant que la Porte n'aurait pas recouvré ses droits souverains. Les unionistes, dans ce domaine, sont parvenus à ce que l'Empire soit traité sur un pied d'égalité.

3. Les relations économiques

La politique économique du Comité union et progrès pendant la guerre

Dès 1913, le CUP s'est orienté vers la mise en place d'une économie nationale. Pendant la guerre, les intellectuels unionistes, influencés par les théories économiques allemandes, en défendent les principes dans la revue *İktisadiyat Mecmuası*, qui paraît en 1915 et qui est financée par le Comité. Dans le premier numéro, Tekin Alp estime ainsi que les Turcs doivent prendre la nation allemande comme modèle en ce qu'elle a réussi à mettre en place une économie nationale en moins d'un demi-siècle⁶³. Dans ce même numéro, Gökalp y critique l'enseignement du libéralisme économique anglais dans les écoles et le « cosmopolitisme » auquel il est associé⁶⁴. Reprenant cet argument, Tekin Alp, en 1917, regrettera dans la revue *Yeni Mecmua* que les professeurs d'économie se contentent de reprendre les théories des économistes classiques comme Adam Smith ou Paul Leroy-Beaulieu, que l'existence même de List, Wagner ou Schmoller ne soit pas connue et que la question de l'économie nationale ne soit pas abordée⁶⁵.

Après l'abolition des capitulations, le CUP prend le contrôle de l'économie⁶⁶ et introduit une série de mesures destinées à protéger ou à favoriser les intérêts des Turcs. Sur le plan du commerce extérieur, des tarifs douaniers spécifiques sont mis en place et des commissions sont créées pour contrôler le commerce et les devi-

⁶¹ *Ibid.*, p. 164.

⁶² *Ibid.*, p. 135.

⁶³ Toprak, Zafer, *Türkiye'de Ekonomi ve Toplum*, op. cit., p. 14.

⁶⁴ *Ibid.*, p. 12.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 13.

⁶⁶ Toprak, Zafer, *İttihad – Terakki ve Cihan Harbi. Savaş Ekonomisi ve Türkiye'de Devletçilik, 1914 – 1918* [Le Comité union et progrès et la Guerre mondiale. L'économie de guerre et l'étatisme en Turquie, 1914 – 1918], İstanbul, Homer Kitabevi, 2003, p. 11.

ses⁶⁷. La langue turque devient obligatoire dans les correspondances des sociétés. Les unionistes réorganisent également la Banque agricole en faisant appel à un Allemand, Emil Kautz, qui en assume la direction jusqu'à la fin de la guerre, et qui réoccupera ce poste pendant quelques mois sous la république. Ils créent une Banque nationale de crédit (*İtibar-ı Milli Bankası*) avec l'aide d'un spécialiste autrichien, mettent en place un réseau de coopératives de production, de consommation et de crédit et forment des comités d'approvisionnement (*İaşe Heyetleri*), là aussi avec l'aide d'un Allemand, Hugo Meyer⁶⁸. Il faut également noter la présence d'un conseiller allemand, Albert Halle, au sein du ministère du Commerce et de l'Agriculture, sur l'activité duquel des recherches restent nécessaires. Par ailleurs, l'école agronomique de Halkalı est dirigée par un Hongrois, ainsi que la réorganisation du département des Eaux et Forêts⁶⁹. En général, Allemands, Autrichiens et Hongrois sont en concurrence pour placer leurs experts.

Pour une complémentarité des relations : l'élaboration de projets

« La signification du commerce germano-turc n'est pas à chercher dans le présent mais dans les possibilités futures⁷⁰. » En écrivant cette phrase, l'économiste Carl-Anton Schäfer⁷¹, qui a publié en 1913 un ouvrage intitulé *Ziele und Wege für die jungtürkische Wirtschaft*, et en 1914 une brochure intitulée *Die deutsch-türkische Freundschaft*, résume bien les attentes des personnalités allemandes attentives aux relations avec l'Empire. Conscientes du fait que les relations économiques effectives sont encore insignifiantes en 1914, elles misent sur un développement futur que la guerre doit faciliter. Leur conception est que la Turquie en tant que pays agricole, et l'Allemagne en tant que pays industriel vont de plus en plus se compléter.

Dans la brochure parue en 1914, Schäfer insiste ainsi sur la nécessité pour l'Allemagne de s'engager plus encore dans l'Empire, en prenant la place des puissances de l'Entente. Il souligne l'importance d'une modernisation agricole de la Turquie, qui lui permettrait de s'enrichir et donc de devenir un client important de l'Allemagne pour les produits finis. Il met par ailleurs en évidence le fait que l'Allemagne dépend de la Turquie pour le coton, et place ses espoirs dans les travaux d'irrigation menés dans la plaine d'Adana et en Mésopotamie. Par ailleurs, il

⁶⁷ Toprak, Zafer, *Türkiye'de Ekonomi ve Toplum (1908 – 1950)*, op. cit., p. 6.

⁶⁸ Voir Yalman, Ahmed Emin, *Turkey in the World War*, op. cit., p. 127 et Toprak, Zafer, *İttihad – Terakki ve Cihan Harbi*, op. cit., p. 139.

⁶⁹ Klein, Fritz, « Der Einfluss Deutschlands und Österreich-Ungarns », op. cit., p. 426. Voir le chapitre « L'appel du gouvernement unioniste à l'Allemagne ». Voir aussi Rathmann, Lothar, *Stossrichtung Nahost 1914 – 1918*, op. cit., qui mentionne la présence d'un autre conseiller allemand au ministère de l'Agriculture, Bücher, p. 167.

⁷⁰ Schäfer, Carl Anton, *Deutsch-türkische Freundschaft*, Berlin et Stuttgart, 1914, p. 8.

⁷¹ Carl Anton Schäfer sera ministre des Finances du Land Schleswig-Holstein à la fin des années 1950.

réclame un engagement de l'Allemagne dans l'exploitation du pétrole de Mésopotamie, notant que « l'Allemagne ne peut plus (...) tolérer une collaboration anglaise dans l'industrie du pétrole en Mésopotamie ».

L'idée d'une complémentarité entre les pays est reprise par Gustav Hertl, responsable des articles économiques sur la Turquie dans les revues *Der neue Orient* et *Weltwirtschaftliches Archiv*. Confiant dans la victoire de l'Allemagne dans la guerre, ce dernier défend ainsi la conception selon laquelle l'influence de l'Europe occidentale va nécessairement décroître au profit de la *Mittleuropa*⁷², et que la Méditerranée orientale – et non pas occidentale – va regagner une importance certaine. Selon Hertl, l'importance de la Turquie pour l'Allemagne est double, à la fois comme complément de l'économie allemande et autrichienne et comme puissance prépondérante parmi les États musulmans :

« L'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie et la Turquie forment un territoire économique continu capable d'assurer à chacun de ces pays une indépendance économique. La présente guerre a montré la valeur énorme de l'indépendance économique. L'indépendance économique ne signifie pas l'indépendance totale vis-à-vis de l'étranger, elle signifie que les relations économiques avec l'étranger ne sont pas gênées en cas de guerre (...). La Grèce et la Roumanie ne pourront certainement pas résister longtemps à la force d'attraction de ce territoire économique, qui comprendrait alors l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie, la Roumanie, la Grèce et la Turquie. Ce territoire serait prolongé vers l'Est en Perse et en Afghanistan, qui, sous domination turque, y appartiendraient d'eux-mêmes⁷³. »

Hertl se montre également attentif aux efforts de la Turquie pour créer une unité culturelle parmi les peuples turcs d'Asie centrale, qui permettrait ainsi à l'Allemagne d'avoir accès à une région vierge et pleine de possibilités.

Cette idée d'une complémentarité entre les deux pays ne séduit pas seulement les Allemands : elle est également défendue par les unionistes. D'après Hertl, le ministre des Affaires extérieures Halil bey aurait déclaré dans un discours à la chambre des députés :

« L'un des événements majeurs de cette immense guerre va être qu'un groupe de puissances va se constituer de la mer du Nord à l'océan Indien qui préservera pour toujours l'humanité de l'égoïsme de l'Angleterre, de l'ambition de la Russie, des désirs de revanche de la France et de l'infidélité de l'Italie, qui ont englouti des millions de vies humaines et des milliards de biens matériels. »

Hertl note que Halil bey a également, lors de la création du comité germano-turc⁷⁴, exprimé l'espoir que l'Allemagne industrielle et la Turquie agricole se complètent. Dans l'ensemble, les personnalités allemandes engagées dans les relations avec l'Empire s'efforcent d'expliquer et de justifier auprès de l'opinion allemande

⁷² Hertl, Gustav, « Die zukünftige Stellung der Türkei in der Weltwirtschaft ». In : *Weltwirtschaftliches Archiv*, Vol. 7, 1916, Jena, pp. 328 – 342.

⁷³ *Ibid.*, p. 330.

⁷⁴ Sur ce comité et sur l'association germano-turque, voir les chapitres suivants.

les mesures de nationalisation entreprises par les unionistes, qui sont parfois perçues comme étant xénophobes. Le secrétaire général du centre économique germano-turc dépendant de l'Association germano-turque, Reinhard Junge, écrit ainsi une série d'articles pour le *Frankfurter Zeitung*, dans lesquels il critique l'attitude de certains industriels et hommes d'affaires allemands en mettant en évidence la nécessité d'une Turquie économiquement forte. Tekin Alp, qui commente cette parution dans l'*İktisadiyat Mecmuası*, approuve notamment le fait que l'Allemagne doit aider à la modernisation de l'agriculture turque⁷⁵.

Les relations pendant la guerre

À la fin de son discours sur le budget prononcé devant le parlement en mars 1917, Cavid déclare :

« Messieurs, il règne aujourd'hui, pas seulement chez l'ennemi mais aussi chez nos amis et alliés, une opinion assez négative sur nous (...). Depuis le début de la guerre, je me suis rendu plusieurs fois en Allemagne et j'ai eu souvent l'occasion de parler avec de nombreuses personnalités politiques (...). Elles ont toutes loué et admiré le courage de notre armée et le sacrifice incomparable de la Turquie ; elles ne se sont plaintes que sur un point : 'vous souffrez d'une maladie chronique', ont-elles dit très ouvertement. 'Vous vous considérez comme plus forts et plus puissants que vous ne l'êtes vraiment (...). En résumé, ont-elles dit, vous êtes devenus trop chauvins et extrêmement nationalistes'. Vous et moi, Messieurs, sommes tous des nationalistes de cœur, mais en aucun cas dans le sens étroit du terme. Nous souhaitons que les Turcs, qui jusqu'ici ont été tenus éloignés de toutes les entreprises créées chez nous par les étrangers, participent désormais à toutes les nouvelles entreprises par leur travail et leur capital. Dans cette perspective, nous sommes nationalistes : nous ne pouvons pas permettre que chaque initiative chez nous soit le fait des étrangers et que les Turcs en soient exclus et seulement spectateurs (...)»⁷⁶.

Par ces mots, Cavid souligne la détermination des unionistes à protéger les intérêts des Turcs, à un moment où, effectivement, les mesures qu'ils introduisent sont mal accueillies par les milieux financiers et politiques allemands. Sans nul doute, une grande méfiance règne désormais dans l'Empire par rapport aux projets allemands⁷⁷.

Pour autant, les unionistes doivent faire appel plusieurs fois à l'aide financière allemande. Dans ce domaine, Cavid joue un rôle primordial, réussissant à obtenir des conditions particulières dans les prêts successifs qu'accorde l'Allemagne à

⁷⁵ Tekin Alp, « Türk – Alman Münasebat-i İktisadiyesi ». In : *İktisadiyat Mecmuası*, 14 décembre 1916 (1 Kanun-i Evvel 1332).

⁷⁶ Voir la traduction du discours de Cavid par Schäfer, Carl Anton, *Finanzminister Dschavid Bei : türkische Kriegsfinaanzwirtschaft*, Politische Flugschriften herausgegeben von Ernst Jäckh, Stuttgart und Berlin 1917, p. 39 et le texte original paru dans Toprak, Zafer, *İttihad – Terakki ve Cihan Harbi*, op. cit., p. 342.

⁷⁷ Yalman, Ahmed Emin, *Turkey in the World War*, op. cit., p. 114.

l'Empire : lors des négociations pour le premier prêt, qui se déroulent au mois d'octobre 1914, Cavid a réussi à repousser la conclusion de l'accord au 10 novembre, évitant ainsi qu'il ne devienne la condition de l'entrée en guerre de l'Empire et obtenant surtout de meilleures conditions qu'un mois auparavant. Il a également reçu la promesse de Wangenheim qu'un nouveau prêt pourrait être accordé en cas de besoin. Aux Allemands qui exigent l'émission de papier monnaie dans l'Empire pour éviter un transport de l'or devenu dangereux, Cavid est parvenu à imposer que cette émission soit effectuée par l'Administration de la Dette publique, et non pas par la Banque ottomane, afin de ne pas s'attirer la disgrâce des Français avec qui, ainsi qu'il l'affirmera durant toute la guerre, les Ottomans traiteront à nouveau après la guerre. Après des négociations difficiles à Vienne et à Berlin, Cavid a réussi à conclure un second traité d'emprunt le 20 avril 1915. Malgré la réticence des financiers allemands, les unionistes ont par ailleurs obtenu un nouveau prêt quelques mois plus tard, en mettant en valeur la nécessité de payer les troupes ottomanes et surtout d'équiper les troupes sur le front de Gallipoli. Même après la création d'une Banque de crédit nationale en 1917, les dirigeants ottomans parviennent à imposer que seule l'Administration de la Dette Publique délivre du papier-monnaie⁷⁸. En plus de ces prêts, l'Allemagne accepte durant les quatre ans de guerre de délivrer d'autres aides pour le matériel de guerre et l'importation de biens divers.

Dans la question du *Bagdadbahn* également, dont la construction dans la région du mont Taurus est devenue primordiale sur le plan stratégique, Cavid a refusé un accord proposé par les autorités allemandes d'après lequel le Reich accorderait un prêt à 6% à la Porte qui elle-même prêterait cet argent sans intérêt à la Société du Chemin de fer de Bagdad, arguant que l'entreprise du chemin de fer relève autant des intérêts du Reich que de l'Empire. Finalement, Cavid a réussi à obtenir que le taux du prêt allemand soit de 5,5% et que cet argent soit prêté à un taux de 3% à la Société⁷⁹. Après la défaite de la Serbie à l'automne 1915 qui a rendu possible le transport de matériel et qui a justifié ainsi la poursuite de la construction du chemin de fer vers Nusaybin, la Société du chemin de fer de Bagdad a exigé des conditions – notamment une révision des accords précédents – auxquelles les Ottomans se sont opposés. Sur ce point, Enver semble avoir joué un rôle majeur, déclarant que si la Société ne modifiait pas ses conditions, la poursuite de la ligne de chemin de fer se ferait sans elle, sous la responsabilité du ministère de la guerre⁸⁰. Par ailleurs, les unionistes ont eux-mêmes posé comme condition que tout accord futur soit rédigé en langue turque.

Finalement, la Société, aidée par l'ambassade allemande, a réussi à ce que la Porte lui verse une partie des paiements qu'elle lui devait en janvier 1917. À partir

⁷⁸ Sur les négociations, voir Trumpener, Ulrich, *Germany and the Ottoman Empire, op. cit.*, pp. 271 – 284.

⁷⁹ *Ibid.*, p. 295.

⁸⁰ *Ibid.*, p. 300.

de ce moment cependant, la Porte n'honorera plus ses obligations, et le gouvernement allemand sera obligé de rembourser la Société jusqu'à la fin de la guerre⁸¹. La situation est encore pire pour la construction de la ligne dans les montagnes du Taurus et de l'Amanus, où les arrestations et les déportations de la main d'œuvre arménienne par les autorités ottomanes contribuent à ralentir sensiblement l'entreprise. Par ailleurs, la demande de la Société du chemin de fer de Bagdad que l'accord de 1903 soit modifié ne trouve pas de réponse positive du côté ottoman, et c'est le Reich qui finit par accepter de délivrer un prêt à la Société⁸². Les unionistes, ainsi qu'il en ressort de la bibliographie que nous avons consultée, ont fait preuve d'intransigeance et n'ont pas honoré les engagements qu'ils avaient passés. Pour autant, il manque encore une étude qui reposerait sur des sources ottomanes.

Dans le domaine des échanges commerciaux, le contrôle ottoman sur les importations fait que les compagnies allemandes ne peuvent pas vraiment faire d'affaires⁸³. Les importations en produits alimentaires n'atteignent pas le niveau escompté. Quant à l'industrie de guerre allemande, celle-ci peut certes profiter des exportations ottomanes de minerai mais les entreprises ne parviennent pas à obtenir de nouvelles concessions pour l'exploitation de gisements, à l'exception de Krupp, fortement intéressée par le chrome, indispensable pour l'industrie d'armement. La Porte se montre bien disposée et accorde en décembre 1915 l'exploitation de trois mines. À partir de février 1915, les autorités allemandes intensifient leurs efforts en proposant la création d'un « bureau géologique » à Istanbul et l'envoi dans l'Empire d'une mission géologique, mais les autorités ottomanes réagissent de manière négative à ce qu'elles considèrent comme une tentative d'emprise sur les ressources naturelles de l'Empire.

Par ailleurs, la concurrence austro-hongroise, surtout depuis l'ouverture de la route des Balkans, inquiète les autorités allemandes, qui observent avec méfiance l'intérêt de l'Autriche-Hongrie pour le bassin de houille d'Héraclée, les champs de pétrole de Mésopotamie ainsi que l'irrigation des plaines d'Adana, trois domaines qui intéressent depuis longtemps la Deutsche Bank⁸⁴. L'Allemagne fait donc savoir à Vienne qu'elle est favorable à une participation austro-hongroise au « développement économique général » de l'Empire ottoman, mais prévient qu'elle n'acceptera pas une tentative de l'Autriche-Hongrie d'interférer dans les « droits » des groupes allemands. Par ailleurs, les autorités austro-hongroises envoient cinq conseillers dans l'Empire ottoman, dans les domaines de l'ingénierie électrique, de l'hydraulique, des mines, de l'agriculture et des forêts. En mai 1917, l'Autriche-

⁸¹ *Ibid.*, p. 305.

⁸² Sur les détails des négociations voir *ibid.*, pp. 305 – 316.

⁸³ Voir Pomiankowski, Joseph, *Der Zusammenbruch des Osmanischen Reiches*, op. cit., p. 267 ; Yalman, Ahmed Emin, *Turkey in the World War*, op. cit., p. 135.

⁸⁴ L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie étaient également en concurrence dans le domaine de l'influence culturelle. Voir Klein, Fritz, « Der Einfluss Deutschlands und Österreich-Ungarns », op. cit.

Hongrie informe les autorités allemandes qu'elle est également prête à éviter une rivalité économique entre les deux pays mais qu'elle ne renoncera pas à son indépendance dans sa politique orientale.

Du côté allemand, la *Wilhelmstrasse* essaie à partir du printemps 1917 de persuader les dirigeants ottomans de liquider toutes les entreprises économiques anglaises et françaises dans l'Empire, en expliquant aux autorités ottomanes que cette liquidation serait certes un avantage pour l'Allemagne, dont plusieurs entreprises ont déjà été liquidées par les pays ennemis, mais aussi pour la Turquie, en ce qu'ainsi elle bénéficierait d'une position plus ferme à la table des négociations et surtout qu'elle se débarrasserait ainsi de l'ingérence anglaise et française dans ses affaires économiques. Le capital allemand pourrait aider à ces liquidations et en ce cas, ces transactions pourraient mener à l'annulation des dettes de guerre de la Porte par rapport au Reich. Comme l'on s'y attend, les autorités turques refusent, pointant que l'Autriche-Hongrie elle-même n'a pas procédé à ces liquidations, et qu'elles ont l'intention de travailler à nouveau avec l'Entente après la Guerre.

Au début de l'année 1918, Cavid se rend à Berlin pour négocier un nouvel emprunt. Sa proposition est la suivante : l'Allemagne accepte de ne pas réclamer le remboursement de ces emprunts après la guerre, en échange de quoi la Porte s'engage à garantir toutes les concessions économiques qu'elle souhaite, et à mettre en place un grand programme de développement économique en collaboration avec l'Allemagne. Les autorités allemandes restent vagues sur ces questions. Karl Helfferich est d'avis que le remboursement devra tôt ou tard être allégé, mais que comme l'Allemagne n'a aucune garantie concernant ses intérêts économiques, il est nécessaire d'attendre encore. Au final, en février 1918, puis en août 1918, deux nouveaux emprunts sont accordés à la Porte sans que les autorités allemandes ne parviennent à s'assurer de nouvelles concessions, leur priorité étant de maintenir l'alliance de l'Empire ottoman avec les puissances centrales.

Tout au long de la guerre, les autorités allemandes n'ont donc pas réussi à s'assurer de nouveaux avantages, excepté les quelques concessions minières. Trumpener précise avec raison que Cavid a joué un rôle déterminant sur ce point. Toutefois, l'historien conclut peut-être un peu trop vite que même si les puissances centrales avaient gagné la guerre, Berlin n'aurait vraisemblablement pas profité de la situation. Certes, les unionistes sont devenus méfiants, et ont pour priorité l'économie du pays. Mais en moins de quatre ans et en temps de guerre, ils ont confié des domaines importants aux Allemands et des relations autres qu'officielles se sont nouées, comme nous allons voir dans la suite de ce travail. D'ailleurs, Cavid bey, pourtant connu pour s'être opposé à l'alliance avec l'Allemagne, déclare dans son discours sur le budget prononcé à la chambre en mars 1917 : « Nous ferons la plus grande partie de nos affaires après la guerre avec l'Allemagne. Entre elle et nous, un important échange de marchandises aura lieu⁸⁵ », ajoutant :

⁸⁵ Toprak, Zafer, *İttihad – Terakki ve Cihan Harbi*, op. cit., p. 334.

« Nous voulons développer l'agriculture et la petite, moyenne et même dans certaines domaines grande industrie. L'agriculture et l'industrie nécessitent des capitaux. (...) Je ne fais pas partie de ceux qui s'opposent à l'introduction de capitaux en Turquie d'où qu'ils viennent. Mais nous privilégierons certainement le capital introduit par nos amis et alliés⁸⁶. »

4. L'Allemagne dans les projets de modernisation unionistes

La propagande pour l'alliance

La propagande de guerre des dirigeants allemands et unionistes vise en premier lieu les musulmans, dont ils espèrent un soulèvement contre les forces de l'Entente. Du côté ottoman, les unionistes agissent en priorité par le biais de l'Organisation spéciale (*Teşkilat-i Mahsusa*), créée en 1913 par le ministère de la guerre, dirigée par les personnalités unionistes les plus connues, telles que Nâzım bey et Bahaeddin Şakir, et formée de volontaires, de soldats ou d'anciens prisonniers. Cette organisation, tristement connue pour avoir orchestré les déportations et le massacre des Arméniens, s'apparente à un service de renseignements et d'espionnage, et est placée sous le contrôle direct d'Enver⁸⁷.

À l'initiative de ce dernier, la *Teşkilat-i Mahsusa* met en place en décembre 1914 une mission destinée à faire de la propagande auprès des prisonniers musulmans issus des colonies françaises et anglaises ou venant de Russie. Ces prisonniers, internés dans deux camps près de Berlin, font l'objet, dans la logique de la politique « pro-musulmane » des autorités allemandes, d'un traitement particulier : ils ont à leur disposition une mosquée⁸⁸, des imams, des professeurs qui leur enseignent la religion ou encore les langues turque et allemande. Ces camps constituent également l'occasion, pour les autorités unionistes, de mettre en scène l'amitié turco-arabe⁸⁹. La mission envoyée à la fin de l'année 1914 compte parmi ses membres le Cheik tunisien Salih et-Tunisi, qui a émigré à Istanbul puis à Damas après l'occupation française de la Tunisie et qui a accompagné Enver en Cyrénaïque lors de la guerre de Tripolitaine⁹⁰, et le poète ottoman Mehmed Akif [Ersoy]⁹¹.

⁸⁶ *Ibid.*, p. 341.

⁸⁷ Köroğlu, Erol, *Türk Edebiyatı*, *op. cit.*, p. 203.

⁸⁸ Sur l'histoire de cette mosquée, voir Höpp, Gerhard, « Die Wünsdorfer Moschee : eine Episode islamischen Lebens in Deutschland, 1915 - 1930 ». In : *Die Welt des Islams*, vol. 36, 1996, pp. 204 – 218 et *ibid.* : *Muslime in der Mark. Als Kriegsgefangene und Internierte in Wünsdorf und Zossen, 1914 – 1924*, Berlin, 1997.

⁸⁹ Voir par exemple l'article non signé « Almanya'da Müslüman Esirler Ordugâhında Kurban Bayramı ». In : *Türk Yurdu*, 18.01.1917.

⁹⁰ Ou Salih as-Sharif at-Tunisi, qui s'est engagé pour la guerre sainte au début de la Guerre. Voir Heine, Peter, « Salih ash-Sharif at-Tunisi, a North African Nationalist in Berlin during the First World War ». In : *Revue de l'Occident musulman*, 33, 1982, pp. 89 – 95 et Schwanitz, Wolfgang G., « Djihad 'Made in Germany' : Der Streit um den Heiligen Krieg », *op. cit.*

⁹¹ Mehmed Akif, membre du Comité depuis la révolution, est l'un des principaux représentants du courant islamiste progressiste. Après la Première Guerre, il soutiendra le mouve-

Du côté allemand, un « Bureau d'informations pour l'Orient » est créé pour développer une propagande panislamique contre l'Entente, auquel collaborent des fonctionnaires, des orientalistes et des personnalités du monde arabo-musulman, dont le Şeyh Salih. Max von Oppenheim, après avoir dirigé ce bureau pendant six mois, se rend ensuite à Istanbul, où il travaille depuis l'ambassade à mettre en place des salles de lecture et de propagande. Au total, 36 salles de ce genre sont ouvertes dans l'Empire⁹².

À Berlin, le Bureau d'informations pour l'Orient édite son propre journal, intitulé *Korrespondenzblatt der Nachrichtenstelle für den Orient* puis, à partir de 1917, *Der neue Orient, Halbmonatsschrift für das politische, wirtschaftliche und geistige Leben im gesamten Osten*. À cette revue collaborent quelques personnalités arabes et turques comme l'émir Şekib Arslan⁹³, l'ancien ambassadeur ottoman à Paris Salih Münir pacha, ou encore le publiciste Halil Halid⁹⁴, ainsi que des orientalistes allemands comme Martin Hartmann ou Gotthard Jäschke. Friedrich Schrader, de *l'Osmanscher Lloyd*, envoie régulièrement des articles sur les nouvelles parutions littéraires turques. Cette revue, qui ne contient pas seulement des articles de propagande mais aussi des analyses précises de la situation économique, politique et culturelle de l'Empire, est distribuée gratuitement à la presse ottomane⁹⁵.

En 1916, une revue analogue, intitulée *Die islamische Welt*, paraît à Berlin sous la direction du Şeyh Abdülaziz Çavuş⁹⁶. Comme dans le cas précédent, elle a pour objet de « renforcer les liens entre le monde musulman et l'Allemagne⁹⁷ » et contient des articles écrits par des orientalistes, des militaires et des publicistes. Des poèmes et des textes écrits par des écrivains ottomans, comme Halid Ziya [Uşaklıgil], Cenab Şahabeddin, Mehmed Rauf bey, Celal Nuri [İleri], Ahmed Hikmet ou encore Ahmed Refik [Altınay] sont traduits par Habib Edib⁹⁸ ou par l'orientaliste Otto Hachtmann.

ment national kémaliste et composera l'hymne national de la Turquie. Il s'opposera toutefois aux mesures laïques de Mustafa Kemal et partira en exil en Égypte. Voir l'annexe biographique.

⁹² Schwanitz, Wolfgang G., « Die Berliner Djihadisierung des Islam », *op. cit.*

⁹³ Ou Chakib Arslan, né en 1869, d'une grande famille druze libanaise, ottomaniste fervent.

⁹⁴ Çerkes Şeyhizade M. Halil Halid (1868 – 1931) est un diplomate et un publiciste formé en Angleterre, qui a pris position contre l'impérialisme de la Grande-Bretagne et de la France, et qui a vécu à Berlin pendant la Guerre. Le seul article que nous avons trouvé sur cette personnalité, de Tanvir S. Wasti (« Halil Halid : Anti-imperialist Muslim Intellectual ». In : *Middle Eastern Studies*, Vol. 29, July 1993, pp. 559 – 579) ne donne aucun renseignement sur son séjour à Berlin.

⁹⁵ Farah, Irmgard, *Die deutsche Pressepolitik*, *op. cit.*, p. 241.

⁹⁶ Abdülaziz Çavuş (1876 – 1929) est un Égyptien formé en Angleterre qui s'est opposé à l'impérialisme anglais. Il a publié deux revues à Istanbul à partir de 1912 et a contribué à la propagande pour la guerre sainte. Après la guerre, il restera quelque temps à Berlin.

⁹⁷ *Die islamische Welt. Illustrierte Monatsschrift für Politik, Wirtschaft und Kultur*, n°1, 19.11.1916.

⁹⁸ Habib Edib [Törehân], avocat de formation et journaliste, se trouve en Allemagne à partir de 1914. Sous la République, il s'engagera activement pour le développement des relations avec l'Allemagne, comme nous le verrons dans la suite de ce travail.

En ce qui concerne la propagande pour l'alliance entre les deux pays, les autorités allemandes disposent désormais dans l'Empire de plusieurs organes de presse : outre l'*Osmanischer Lloyd*, elles soutiennent le journal *Die Verteidigung*, dans lequel des officiers allemands et turcs publient des articles sur les événements militaires, et font même paraître un journal satirique, *Hande*, auquel collaborent le caricaturiste Sedat Semavi et Friedrich Schrader. Elles envoient par ailleurs des articles à des journaux turcs, comme *Tanin* ou *İkdam*.

Du côté ottoman, alors que la presse habituelle manque de papier et doit s'en procurer auprès des ambassades allemande et austro-hongroise, ce qui accroît le contrôle de celles-ci, les unionistes font paraître une nouvelle revue, la Revue de la guerre (*Harb Mecmuası*), à laquelle collaborent des intellectuels comme Ahmed Ağaoğlu ou Süleyman Nazif. Surtout, cette revue, qui bénéficie d'une qualité de papier de premier ordre, est l'une des premières à mettre l'accent sur la propagande visuelle, publiant de nombreuses photos censées témoigner des succès militaires ottomans et allemands⁹⁹. Le ministère ottoman de la Guerre, par ailleurs, organise une exposition de peintures à Vienne et à Berlin en 1915, supervisée par le peintre et écrivain Celal Esad [Arseven]¹⁰⁰.

Parmi les manifestations officielles, la visite de Guillaume II à Istanbul en 1917 constitue l'occasion la plus appropriée de mettre en scène la continuité de l'amitié entre les deux pays, d'autant que l'empereur allemand en est à son troisième voyage dans la capitale. Ainsi, le *Servet-i Fünun*, dans une édition en ottoman et en français, rappelle d'emblée les visites précédentes du Kaiser :

« Ce n'est pas la première fois que l'illustre allié de notre auguste souverain honore notre pays de sa visite. Deux années après son avènement, inaugurant une nouvelle politique, celle qui devait un jour aboutir à la fraternité d'armes turco-allemande qui vient de faire si brillamment ses preuves, mais que son esprit sagace entrevoyait dès ce temps, S.M.I. Guillaume II arrivait à Constantinople, et, neuf ans après, en 1898, il entreprenait un second voyage qui, après les brillantes fêtes données en son honneur dans la capitale ottomane, le conduisait en Anatolie, en Syrie et en Palestine. Dès cette époque, il nous apportait le trésor précieux des sentiments d'estime et d'amitié qu'il nourrit à l'égard de la nation ottomane ».

L'auteur de l'article, bien sûr, ne manque pas de rappeler la déclaration du Kaiser sur son amitié pour les 300 millions de musulmans, qu'il qualifie de « lointaine prophétie qui devait trouver une si complète réalisation ». La visite de l'empereur, poursuit l'auteur, constitue aussi « une appréciation éclatante de la force et de la vitalité dont la Turquie a fait preuve pendant trois années d'une âpre lutte pour son existence (...) » pour défendre ses « aspirations les plus chères : le droit à la libre existence, la pleine indépendance et le développement, sans entraves, dans l'avenir ; enfin une Turquie forte et respectée de tous¹⁰¹. » À la suite de l'article,

⁹⁹ Voir à ce sujet Köroğlu, Erol, *Türk Edebiyatı*, op. cit., p. 190 et suivantes.

¹⁰⁰ *Ibid.*, p. 188.

¹⁰¹ *Servet-i Fünun*, 17.10.1917.

un résumé rappelle les « trois visites » du Kaiser, et sont mises en évidence par trois titres en gras : « 1889 », « 1898 » et « l'arrivée ». Durant son séjour, Guillaume II est nommé maréchal de l'armée ottomane et sa photo en *müşir* fait la « une » du *Servet-i Fünun*.

Mais plus que le discours officiel, dont les arguments, comme ceux de toute propagande, sont au final très primaires, il nous semble intéressant d'étudier le rôle des intellectuels unionistes dans la mise en valeur de l'alliance avec l'Allemagne : ceux-ci en effet publient des brochures sur l'Allemagne, se rendent sur place, et se réfèrent à elle dans leurs articles. Beaucoup d'entre eux par ailleurs participent aux activités de l'Association turco-allemande, comme nous le verrons ci-après.

Les contacts entre orientalistes allemands et intellectuels turquistes

« Le but de tous les Allemands est une Turquie forte, et l'un des moyens d'y parvenir est une industrie solide, turque, nationale. Le développement sain de celle-ci permettra de résoudre le conflit qui agite la nouvelle génération, prise entre la recherche d'un renouveau dépourvue de critique et s'appuyant sur l'Occident, et la recherche encore indéfinie d'un style turc reposant sur des fondements locaux¹⁰². »

Comme nous l'avons mentionné, les orientalistes allemands s'engagent activement pour un renforcement des relations avec l'Empire ottoman. Outre leur participation à la propagande pour la guerre sainte, Martin Hartmann, Eugen Mittwoch, Otto Hachtmann, Sebastian Beck, ou encore le journaliste Friedrich Schrader, de l'*Osmanischer Lloyd*, s'efforcent de faire connaître l'Empire ottoman et surtout le mouvement turquiste, qu'ils approuvent fortement, auprès de l'opinion publique allemande. Schrader traduit notamment la nouvelle écrite en 1912 par Halide Edip¹⁰³ *Yeni Turan*, sous le titre *Das neue Turan : ein türkisches Frauenschicksal*, ainsi que des romans de Ahmed Hikmet et des nouvelles de Halid Ziya. La revue culturelle viennoise *Österreichische Rundschau* consacre également l'un de ses numéros à l'Empire ottoman, en publiant des textes littéraires choisis par Celal Sahir et traduits par Tekin Alp¹⁰⁴. Les auteurs de ces textes sont tous des écrivains connus, « turquistes » ou proches de ce mouvement¹⁰⁵.

Parmi ces orientalistes, Martin Hartmann, qui s'intéresse depuis longtemps au nationalisme arabe, occupe une place particulière. À Berlin, il collabore aux revues de propagande panislamiste *Korrespondenzblatt der Nachrichtenstelle für den Orient* et *Die islamische Welt*. Il est également nommé membre-correspondant, avec les spécia-

¹⁰² Hartmann, Martin, « Das türkische Kunstempfinden und das Suchen nach einem Stil ». In : *Die Welt des Islams*, vol. 4, 1916, p. 99.

¹⁰³ Halide Edib [Adivar] (1884 – 1964) est l'un des premiers écrivains turcs féminins, proche des milieux turquistes.

¹⁰⁴ *Österreichische Rundschau*, 15.03.1916.

¹⁰⁵ Tevfik Fikret, Hüseyin Yalçın, Rıza Tevfik, Mehmed Emin, Yusuf Akçura, Köprülüzade Fuad, Halid Ziya, Ahmed Hikmet, Edib Halide, Hamdullah Suphi, Celal Sahir, Ziya Gökalp et Abdülhak Hamid.

listes de l'Asie centrale Müller et Albert von Lecoq, de l'Institut d'étude des œuvres musulmanes et nationales (*Asar-i İslamiye ve Milliye Tedkik Encümeni*)¹⁰⁶, fondé en 1915 par Köprülüzade Mehmed Fuad et qui publie la Revue de recherches nationales (*Milli Tettebbular Mecmuası*).

Hartmann est aussi en contact avec le poète Mehmed Emin [Yurdakul]¹⁰⁷, qu'il a rencontré lors de son voyage en 1909, et avec lequel il correspond. Dans l'une de ses lettres, publiée dans la revue *Türk Yurdu*¹⁰⁸, il remercie le poète de lui avoir envoyé son ouvrage et revient sur la situation de l'Empire, mettant en évidence l'importance de l'Anatolie pour l'avenir et le fait que la guerre contribue à renforcer le sentiment national. Hartmann écrit en particulier :

« Il n'est pas nécessaire de vous dire que, dans l'immense combat dans lequel la nation turque est entrée, j'ai imploré Dieu de donner la victoire : ne sommes-nous pas alliés, lancés dans une guerre sainte contre un ennemi commun ? Mais j'ai un autre souhait pour la Turquie : que l'éveil qui naîtra après la guerre ne se limite pas seulement à la réanimation de l'esprit militaire, mais aussi que l'on puisse voir un effort pour réparer les fautes commises peut-être par le passé. »

Assurer l'indépendance de l'État, par rapport à la religion notamment, est l'une des priorités que Hartmann énonce pour le développement de la Turquie, citant l'Allemagne en exemple. L'orientaliste poursuit :

« Vous combattez pour sortir la nation turque d'un profond sommeil et pour la faire entrer dans un mouvement occidental et spirituel. Je souhaite de tout mon cœur que vous y réussissiez. Je souhaite distribuer à mes amis vos poèmes. Il faut que votre poésie soit traduite dans toutes les langues. Les Turcs doivent savoir que grâce à votre œuvre qui montre le futur et leur rappelle leur passé, le monde entier se tourne désormais vers eux. »

Hartmann est également en contact avec la *Wilhelmstrasse* pour faire venir Mehmed Emin en Allemagne : une lettre trouvée dans les documents des archives du ministère allemand des Affaires étrangères datée du 10 juin 1915, dont nous n'avons pas pu identifier l'auteur, appuie la demande de Hartmann de faire venir Mehmed Emin en Allemagne, soulignant : « Je suis persuadé que l'image que ce poète (national) si populaire dans son pays aura de l'Allemagne influencera son activité et aidera grandement à montrer aux Turcs en langue rimée la signification morale et militaire de l'Allemagne pour la Turquie. » L'auteur de cette lettre poursuit en mettant en évidence l'énorme succès des poèmes « coud, mon aiguille, coud ! » et « ouvre-toi complètement, nous sommes là », précisant par ailleurs que le ministre de la Guerre Enver a ordonné que le poème « Réveille-toi, Turc ! » soit imprimé en 15.000 exemplaires et distribué dans les écoles et pour les soldats, et

¹⁰⁶ *Die Welt des Islams*, vol. 4, 1916, p. 53.

¹⁰⁷ Mehmed Emin [Yurdakul] (1869 – 1944) est un écrivain nationaliste qui a publié des poèmes réunis dans un recueil en 1918 sous le titre *Vers le Touran* (*Turana doğru*). Voir entre autres Landau, Jacob M., *Pan-Turkism*, op. cit., pp. 32 – 33.

¹⁰⁸ « Almanya'dan gelen bir mektup ». In : *Türk Yurdu*, 18.02.1915 (5 şubat 1330).

concluant que Mehmed Emin possède « une grande maîtrise de la langue¹⁰⁹ ». Il ne semble pas que Mehmed Emin soit effectivement venu en Allemagne. Mais sur ce point, des recherches complémentaires seraient nécessaires.

Attentif aux intellectuels turquistes, Hartmann s'intéresse aussi à Ziya Gökalp, le fondateur de l'école sociologique dans l'Empire, et qui a occupé la première chaire de sociologie à l'Université d'Istanbul. En septembre 1917, l'orientaliste prévient ainsi la *Wilhemstrasse* de l'importance du rôle du sociologue :

« Je me permets de souligner que je connais la manière dont les cercles européens et aussi allemands jugent cet homme : on le considère comme l'un de ces soi-disant cultivés qui trompent leurs compatriotes sur leurs valeurs par de belles paroles. J'ai la conviction que cet homme mérite la plus grande attention. Il est discret, ne joue pas de rôle politique mais a une influence profonde et durable sur une partie importante de la population, et plus précisément sur les plus jeunes, pas seulement dans la capitale mais aussi dans les provinces¹¹⁰. »

Persuadé du rôle que l'Allemagne peut jouer dans la vie intellectuelle turque, Hartmann regrette par ailleurs que l'influence culturelle allemande soit si peu développée : il écrit dans *Der neue Orient* à propos de la Revue de sociologie (*İctimaiyat Mecmuası*) qui paraît à Istanbul :

« Il est regrettable que les études sociologiques en Allemagne aient jusqu'ici souffert d'une hostilité systématique et n'aient été introduites qu'il y a peu dans les universités. En réalité, il existe un certain nombre de nos philosophes et de nos historiens dont les jeunes Turcs qui veulent se consacrer à la sociologie pourraient apprendre beaucoup, hormis la formation méthodologique de l'université allemande. Pour le développement de l'*ictimaiyat*, la participation de spécialistes allemands à l'introduction de nouvelles idées est souhaitable. Il faudrait aussi remédier aux lacunes de la bibliographie¹¹¹. »

Dans la dernière étude qu'il entreprend avant sa mort, *Dichter der neuen Türkei*¹¹², Hartmann se livre à une analyse approfondie de la nouvelle littérature turque. Dans la préface, il rapporte qu'il doit beaucoup à l'ambassadeur Hakkı pacha et à Mustafa Nermi, dont il reproduit le récit biographique que ce dernier lui a transmis. Ce récit nous permet d'apprendre que Mustafa Nermi est né en 1890 en Macédoine, a étudié la littérature française et a enseigné dans le lycée du Comité union et progrès à Salonique. Il a également publié un certain nombre d'articles dans des revues telles que *Vazife*, *Tasvir-i Efkâr*, *Genç Kalemler* ou *Türk Yurdu*. Nous ne savons pas où il se trouve pendant la guerre, ni comment il est entré en contact avec Hartmann, mais nous le retrouverons à Berlin juste après l'armistice. À partir de ce moment, Mustafa Nermi, devenu un grand admirateur de la culture allemande, écrira régulièrement des articles sur l'Allemagne pour la presse kémaliste.

¹⁰⁹ AA, Personalien, 1888 – 1915, lettre datée du 10 juin 1915, R 13810.

¹¹⁰ AA, Konstantinopel 402, die deutsch-türkische Vereinigung und deutsche Kulturbestrebungen in der Türkei, 1916 – 1917, lettre de Martin Hartmann, 14.09.1916.

¹¹¹ *Der neue Orient. Halbmonatsschrift für das politische, wirtschaftliche und geistige Leben im gesamten Osten*, 2, octobre 1917.

¹¹² Hartmann, Martin, *Dichter der neuen Türkei*, Berlin 1919.

On le voit, les orientalistes allemands, et en premier lieu Martin Hartmann, suivent de près le mouvement littéraire et idéologique turquiste, dont ils attendent beaucoup, persuadés de son bien-fondé. Convaincus par ailleurs de posséder la véritable culture, ils espèrent que l'Allemagne deviendra la référence culturelle des intellectuels turquistes et s'efforcent dans cette perspective d'entrer en contact avec eux.

L'Allemagne comme idéal ? Quelques récits d'écrivains turcs

À l'occasion de la mission organisée pour l'inspection des prisonniers musulmans, Mehmed Akif, qui reste quelques mois en Allemagne, écrit un long poème intitulé « *Berlin Hatıraları* » [Souvenirs de Berlin]¹¹³. À la différence du style caractéristique des écrits de propagande, l'écrivain fait usage d'une langue populaire, ironique, vivante. Cependant son poème reste idéologique, centré sur la mise en valeur de l'alliance de l'Empire avec l'Allemagne : la rencontre dans un café d'une femme allemande dont il suppose que le fils est mort à la guerre, lui donne l'occasion d'écrire un certain nombre de vers sur le sacrifice nécessaire pour la patrie et pour une cause qu'il juge juste. Pour autant, il est remarquable que Mehmed Akif consacre le plus long de son poème à la force de l'Allemagne et aux faiblesses de l'Empire, qu'il met sans cesse en évidence. La réussite de l'Allemagne, il l'explique par deux facteurs essentiels, le progrès technique et l'unité, qui, ainsi qu'il le regrette amèrement, manque cruellement à l'Empire :

« C'est cette unité qui est le secret de votre magnificence,
Elle est la voix qui fait trembler le monde.

(...)

Tandis que vous vous élevez par ce lien,
Notre peuple est détruit par ce manque d'unité¹¹⁴. »

Mehmed Akif se montre non seulement admirateur du progrès technologique, mais aussi des arts et de la littérature allemande, qu'il estime vivants, à la différence de l'art ottoman. En fait, Mehmed Akif ne connaît certainement que très peu la littérature allemande. Dans ce poème, l'Allemagne est présentée comme le pays idéal, par contraste avec l'Empire ottoman, de manière très dualiste. Ce n'est qu'à la fin de son texte que l'auteur quitte un ton jusque-là plutôt pessimiste pour s'enflammer pour la bataille de Çanakkale, dont il vit les premiers succès au moment de la rédaction.

Au moment où Mehmed Akif rédige son poème, l'intellectuel turquiste Ahmed Ağaoğlu publie une série de lettres sur Berlin dans son journal *Tercüman-ı*

¹¹³ Voir *ibid.*, pp. 307 – 311 et Böer, Ingeborg, *Türken in Berlin*, op. cit., pp. 123 – 134.

¹¹⁴ Ersoy, Mehmed Akif, « Berlin Hatıraları ». In : *Safahat. Basılan ve basılmıyan bütün şiirleri*, éd. : Ömer Rıza Doğrul, Istanbul, İnkilap Kitabevi, 1943, pp. 309 – 310.

Hakikat [L'interprète de la vérité], dont la revue *Türk Yurdu* publie un extrait en juin 1915¹¹⁵. Le sujet, qui porte sur les femmes allemandes, est à l'ordre du jour pour les unionistes, qui prennent des mesures allant dans le sens d'une émancipation des femmes en légiférant sur le divorce ou en essayant de leur faciliter l'accès à l'éducation.

Dans cet article, Ahmed Ağaoğlu présente les femmes allemandes comme un modèle que les femmes turques devraient prendre :

« Vous ne rencontrerez pas ici ces bottines à hauts talons, ces jupes ridicules, étroites qui donnent une démarche bizarre ! Les vêtements des femmes allemandes correspondent à leur caractère simple, sérieux, propre, beau et esthétique. Mon Dieu ! Comment se fait-il que nous ne voyions pas les aspects positifs, libres et bénis de l'Europe – même dans le domaine de la féminité – et que nous prenions les modes ridicules venues directement des boulevards, et que même ceux qui se trouvent tranquillement au cœur de l'Europe n'acceptent pas ? Oui ! Comme pour tout, l'imitation sans distinction est nuisible et ridicule ! ».

Et poursuit :

« Il suffit de mentionner comme exemple les femmes allemandes, le fait qu'elles fassent fonctionner cette magnifique machine allemande à la place des hommes comme s'il n'y avait pas la guerre, comme si cette nation ne se heurtait pas aujourd'hui au monde entier. En visitant l'usine la plus grande du monde, la société électrique allemande, j'ai demandé à une femme qui travaillait dans la construction de canons, de grenades et de bombes : 'Avez-vous des parents sur le front de guerre ?'. La jeune femme, en continuant son travail a répondu avec une dignité parfaite : 'Mon frère est sur le front oriental et mon père sur le front occidental'. La réponse de cette femme allemande prouve que l'Allemagne est une nation invincible. Une nation dans laquelle les hommes défendent avec leur sang leur patrie et dans laquelle les femmes préparent des bombes, des fusils, des canons pour ces hommes est une nation qui ne peut être vaincue !... ».

Au-delà du vocabulaire belliqueux d'un écrivain activement engagé dans la guerre¹¹⁶, il est intéressant de noter que Ahmed Ağaoğlu, comme l'ensemble des intellectuels turquistes, insiste sur le danger de l'imitation systématique, et sur la nécessité de n'adopter que les aspects « bénéfiques » de l'Europe, que l'Allemagne lui semble le mieux représenter. À Istanbul, l'écrivain, comme nous le verrons, participe d'ailleurs à l'association turco-allemande.

Quelques mois plus tard, en juillet 1915, Halid Ziya [Uşaklıgil], membre du Comité lui aussi, se rend à son tour en Allemagne. Dans ses mémoires, il ne consacre que quelques pages à ce voyage, qu'il désigne pourtant comme ayant été

¹¹⁵ Ağaoğlu Ahmed, « Almanya Seyahati İntibââtından. Alman Kadınlığı ». In : *Türk Yurdu*, 3.06.1915 (21 mayıs 1331).

¹¹⁶ Ahmed Ağaoğlu fait partie du comité central du CUP à partir de 1915. Il écrit également des articles pour la nouvelle revue de propagande unioniste, la Revue de la guerre (*Harb Mecmuası*). Après la guerre, Ahmed Ağaoğlu soutiendra le kémalisme et se montrera un libéral et un démocrate convaincu. Sur ce point, voir Georgeon, François, « Un intellectuel turc admirateur des Lumières », *op. cit.*

le plus « éclairant » (*tenvir*) et le plus « utile » (*müstefid*) de sa vie¹¹⁷. Il y reste huit mois, et parcourt près d'une cinquantaine de villes. Halid Ziya est parti sur proposition du gouvernement unioniste. Malheureusement, l'écrivain affirme dans ses mémoires qu'il ne se souvient plus des raisons. L'écrivain n'a pas été envoyé, semble-t-il, en mission diplomatique : de ses relations avec le ministère allemand des affaires étrangères, il rapporte seulement que celui-ci l'a fait venir deux fois sans dessein précis, notant : « Je ne sais pas s'ils voulaient analyser mes impressions ou s'ils avaient pour but de me demander des renseignements sur la Turquie¹¹⁸. » Cependant, la *Wilhelmstrasse* met à sa disposition des fonctionnaires chargés de le guider et de lui faciliter l'accès aux institutions qu'il désire visiter. En réalité, il semble bien que Halid Ziya ait été envoyé pour un voyage d'études, qu'il relate dans le *Tanin* sous forme de lettres qui paraissent sous le titre *Almanya Mektupları* et *Alman Hayatı*¹¹⁹.

À Berlin, Halid Ziya est en contact avec un certain nombre de ses compatriotes (il parle dans ses mémoires d'un « important groupe turc »), dont les anciens ambassadeurs Mehmed Rifat pacha et Mahmud Muhtar pacha, ainsi que le fonctionnaire et l'écrivain Saffeti Ziya¹²⁰. Par ailleurs, il fréquente régulièrement l'ambassade ottomane et se rend notamment au théâtre avec Hakkı pacha. Les longues lettres de l'écrivain, écrites au cours de ses visites, insistent, comme l'on s'y attend, sur la modernité de l'Allemagne. Halid Ziya souligne à plusieurs reprises l'harmonie (*bir abeng-i tam*¹²¹) qui y règne. Dans l'une de ses lettres, il écrit ainsi :

« De toute façon, en Allemagne, la vie artistique et la vie industrielle sont tellement unies et proches l'une de l'autre qu'il n'est pas possible de les séparer. Un centre réputé pour ses lieux exemplaires, pour ses richesses passées, pour ses institutions scientifiques est en même temps une ville industrielle et commerçante ; dans les endroits les plus désolés, dans les villages que l'on croit les plus isolés, il y a de l'ébullition, du mouvement. Les cheminées des usines sont comme des conduits d'air sortis de la poitrine de ce pays¹²². »

Cette harmonie, l'écrivain la retrouve également dans l'architecture des villes, entre les bâtiments anciens et modernes, comme dans ses descriptions de Passau ou de Leipzig¹²³. Dans ses lettres, Halid Ziya s'efforce d'aborder tous les aspects qui caractérisent l'Allemagne, décrivant les industries, les monuments, l'architecture, les musées et les galeries d'art des villes qu'il visite. Il traite également de

¹¹⁷ Uşaklıgil, Halid Ziya, *Saray ve Ötesi, Son Hatıralar* [Le Palais et le reste, derniers souvenirs], vol. 3, Istanbul, Hilmi Kitabevi, 1941, pp. 174 – 179, ici p. 176.

¹¹⁸ *Ibid.*, p. 178.

¹¹⁹ De nombreux extraits de ces lettres sont cités dans Baki, Asiltürk, *Osmanlı Seyyablarının Gözüyle Avrupa* [L'Europe vue par les voyageurs ottomans], Istanbul, Kaknüs yayınları, 2000.

¹²⁰ Safveti Ziya restera à Berlin après la fin de la guerre et présidera une commission chargée d'arrêter Talat. Voir la suite de ce travail.

¹²¹ Cité in Baki, Asiltürk, *Osmanlı Seyyablarının Gözüyle Avrupa*, op. cit., p. 101.

¹²² *Tanin*, 2.12.1915, cité in : *ibid.*, p. 461.

¹²³ *Ibid.*, p. 112 et p. 214.

l'éducation, en visitant notamment le musée technologique de Munich (*Deutsches Museum*), qu'il qualifie d'école ouverte. Il y rencontre en effet des écoliers qui suivent avec attention les expositions, et avoue ne pas trouver la force de comparer ces enfants aux autres, qui doivent apprendre sans plaisir par le seul tableau noir¹²⁴. Surtout, mettant en valeur le fait que la force d'un pays se mesure à ses écoles, il décrit avec admiration les institutions scolaires allemandes, leur organisation et l'enseignement qui y est dispensé, et les compare avec celles d'Istanbul, sales, étroites, surpeuplées. Il se penche également sur la pédagogie, qui consiste à faire participer les enfants aux cours, et sur les programmes, qui transmettent le sentiment national en insistant sur l'histoire, la littérature, la géographie de l'Allemagne, mais aussi la musique¹²⁵. L'écrivain précise qu'il ne s'agit pas d'une question d'intelligence et met en évidence que les enfants turcs scolarisés dans les écoles allemandes réussiraient autant que les autres.

La présence de l'écrivain en Allemagne et les articles qu'il envoie au *Tanin* attirent l'attention de la presse allemande et de Martin Hartmann, qui note dans *Die Welt des Islams* :

« Je veux ici parler de Halid Ziya et de sa série de lettres (...) dans le journal *Tanin*. Le troisième article de cette série est un excellent exemple de sa compréhension de l'organisation de notre prévoyance sociale (*Fürsorge-Organisation*). Les institutions telles que le Bureau d'assurances privées de Francfort (*Zentrale für Privatvorsorge*) ou la Compagnie générale électrique de Berlin (*Allgemeine Elektrizitäts-Gesellschaft*) sont décrites avec beaucoup de détails. Le rôle du gouvernement dans ce domaine est traité de manière tout à fait juste. Il faut espérer que ces informations seront suivies avec attention par le public ottoman. Les dirigeants connaissent parfaitement les besoins de leur pays et savent quels modèles sont à imiter. Mais un véritable progrès ne sera atteint que si l'esprit d'une démarche organisée pénètre la nation turque et si la tendance déjà existante de s'unir dans une action bénéfique ne se limite pas à la création d'associations et à des discours, mais s'exprime par un véritable travail en sacrifiant de la force et du temps, et aussi des moyens. On ne répétera pas assez qu'un large territoire se trouve en Turquie dans la nécessité : l'Asie mineure (...). C'est ici qu'il faut aider d'abord, non pas par de petits moyens (...) mais selon un programme bien pensé (...)»¹²⁶.

Est-ce le but du gouvernement unioniste lorsqu'il décide de proposer à Halid Ziya d'aller en Allemagne? Halid Ziya a mis en valeur l'Allemagne dans son ensemble, et a insisté sur les lacunes de son pays, tant sur le plan industriel que scientifique et scolaire. Comme nous le verrons dans le chapitre suivant, rentré à Istanbul, l'écrivain s'engagera au sein de l'association turco-allemande pour l'envoi d'adolescents dans les écoles allemandes. Il sera également en contact avec les professeurs allemands appelés pour réformer l'université. On aurait pu toutefois penser que l'écrivain entrerait en relation avec le milieu littéraire allemand. Le voyage de Halid Ziya en Allemagne, cependant, reste superficiel : il ne semble pas

¹²⁴ *Tanin*, 28.09.1915, cité in : *ibid.*, p. 374.

¹²⁵ *Tanin*, 19.05.1916 et 30.05.1916, cité in : *ibid.*, pp. 488 – 489.

¹²⁶ *Die Welt des Islams*, Vol. 4, 1916, pp. 50 – 51.

y avoir noué de liens particuliers, et ne fait mention dans ses mémoires d'aucun intellectuel allemand avec lequel il aurait échangé et gardé des contacts.

Pour bien comprendre le sens de ce voyage et son caractère semi-officiel, il ne faut pas perdre de vue que l'Allemagne, pendant la guerre, n'est toujours pas un pays connu. L'objet de ce voyage répond donc pour une grande part au besoin de convaincre l'élite de l'avancement de l'Allemagne. En janvier 1917, Ahmed Emin [Yalman], dans une brochure écrite en allemand et intitulée *Die Türkei*¹²⁷, écrira ainsi : « Mais jusqu'ici les milieux intellectuels n'ont guère eu l'occasion d'apprendre des choses nouvelles sur la culture allemande et de se débarrasser des vieilles idées importées de France. Dans ce domaine, il y a encore beaucoup à faire¹²⁸. »

La référence à l'Allemagne comme justification du nationalisme turc

Comme avant la révolution jeune-turque, un grand nombre de guides de conversation et de dictionnaires pour apprendre l'allemand sont publiés à partir de 1914. Mais les ouvrages de littérature ou de philosophie allemande restent peu traduits, ainsi que le note avec regret l'orientaliste Otto Hachtmann dans un article paru en 1918 dans *Die Welt des Islams*¹²⁹. Parmi les ouvrages classiques, il recense la traduction de quatre œuvres de Schiller et de trois de Goethe, plus quelques poèmes de ce dernier. Pour ce qui est de la littérature plus récente, Hachtmann relève l'intérêt ottoman pour Ludwig Büchner, auquel Mustafa Nermi a consacré un poème dans la revue *Genç Kalemler* et qui a été, comme nous l'avons dit, traduit en ottoman. Il précise que les philosophes Nietzsche et Kant sont certes souvent évoqués, mais ne sont pas traduits. Ajoutons que c'est aussi le cas pour l'économiste Friedrich List, malgré la référence qu'il constitue.

Force est donc de constater que les intellectuels turquistes connaissent encore peu la culture allemande. Pour autant, certains d'entre eux ont commencé à la veille de la guerre à remettre en cause le modèle français, qu'ils jugent aliénant pour le nationalisme turc, en se référant à des auteurs français eux-mêmes opposés aux principes issus de la Révolution française, comme Gustave Le Bon et Alfred Fouillée¹³⁰. Par ailleurs, ils continuent à s'intéresser au modèle allemand, tant sur le plan économique que sur sa conception du nationalisme.

Le sociologue Ziya Gökalp par exemple estime que le nationalisme turc, le turquisme, (*türkçülük*) peut s'inspirer de la manière dont l'union allemande s'est constituée : il montre ainsi qu'après l'union culturelle, sous l'égide de Leibniz,

¹²⁷ Ahmed Emin, *Die Türkei*, Gotha, 1918.

¹²⁸ *Ibid.*, p. 85.

¹²⁹ Hachtmann, Otto, « Türkische Übersetzungen aus europäischen Literaturen. Ein bibliographischer Versuch ». In : *Die Welt des Islams*, vol. 6, 1918, pp. 1 – 23.

¹³⁰ Voir Bozarslan, Hamit, « Allemagne ou France / Intelligentsia, dualités ottomanes et problème des modèles ». In : *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, n° 12, 1991, pp. 71 – 98.

l'Allemagne a réalisé son union économique grâce à List et son union politique grâce à Bismarck. Les Turcs, écrit-il, doivent suivre le même chemin et travailler à réaliser leur union économique¹³¹.

Dans la même perspective, l'historien Ahmed Refik [Altınay]¹³² insiste sur le rôle que les historiens turcs doivent jouer dans la constitution du nationalisme turc en prenant pour exemple Heinrich von Treitschke¹³³. Pour mémoire, Treitschke est l'un des historiens de la fin du 19^{ème} qui s'est activement engagé pour la réalisation de l'unité de l'Allemagne sous la domination de la Prusse. Fortement nationaliste, il a également contribué à répandre l'antisémitisme dans les milieux bourgeois.

Ahmed Refik, qui a déjà fait paraître un ouvrage sur le relèvement de la Prusse lors des guerres napoléoniennes¹³⁴, commence son premier article en écrivant que les Turcs ottomans « sont à l'origine parmi les peuples turcs, des œuvres les plus avancées sur le plan des idées, de la civilisation et de l'art ». Pour l'auteur, les Turcs ottomans doivent donc prendre la direction du monde turc en général. Pour cela, note-t-il, « il faut que les historiens travaillent de manière scientifique pour montrer à la jeune génération les progrès intellectuels et matériels dont ont fait preuve les Turcs ottomans par le passé et pour dépeindre la haute fonction que les Turcs ottomans ont assumée dans la civilisation orientale et dans le monde musulman ». Ahmed Refik fait ainsi observer qu'en Allemagne, l'unité des peuples allemands a été rendue possible « grâce au fait que certains historiens ont servi cette cause » et désigne Heinrich von Treitschke comme ayant été « le plus actif ». C'est pour cette raison, ajoute-t-il, qu'il peut être utile d'analyser comment Treitschke a tiré profit de l'histoire.

Ahmed Refik donne des renseignements assez précis sur la biographie de l'historien nationaliste allemand, ainsi que sur sa formation intellectuelle. Les sources qu'il utilise, et qu'il cite en notes de bas de page, sont françaises et allemandes. Il met en évidence que Treitschke s'est rapidement consacré à la promotion de l'unité allemande autour de la Prusse en travaillant à en justifier la nécessité par la science : « Treitschke menait des recherches, mais pour les adapter à des buts politiques et nationaux. C'est pour cela qu'il travailla à adapter l'histoire à des buts politiques. » Ahmed Refik souligne l'influence de la victoire allemande de Sadowa sur Treitschke, son admiration pour l'armée prussienne, son enthousiasme pour la guerre de 1870, à l'occasion de laquelle il écrit des poèmes, et dont il interprète la victoire comme une « victoire des idées » (*fikir galebesi*). Il relate éga-

¹³¹ Ziya Gökalp, « Türkçülük ve Türkiyecilik ». In : *Yeni Mecmua*, 4.07.1918. Cité in : Toprak, Zafer, *Milli İktisat, Milli Burjuvazi, op. cit.*, p. 15.

¹³² Ahmed Refik était un militaire de formation, et professeur d'histoire à l'Université d'Istanbul. Il a traduit un ouvrage de von der Goltz en 1911.

¹³³ Ahmed Refik, « Alman Müverrihleri : Treitschke ». In : *Yeni Mecmua*, 23.08 et 30.08.1917.

¹³⁴ Ahmed Refik, *Prusya Nasıl Yükseldi ?*, Istanbul, 1915.

lement l'engagement de Treitschke pour le « Kulturkampf¹³⁵ » et, sans faire de commentaire, sa prise de position contre les Juifs, accusés d'être « nuisibles à l'idée nationale ».

Ahmed Refik consacre une grande partie du deuxième article à l'ouvrage le plus important de Treitschke, intitulé *Histoire allemande du 19^{ème} siècle*, ainsi qu'à la langue « vivante » et « harmonieuse » qu'il utilise, en soulignant toutefois son manque de neutralité. Il le présente comme un professeur ayant eu beaucoup d'effet sur son auditoire et dont le succès est dû à « son amour ardent de la patrie ». En guise de conclusion, il insiste sur l'intérêt de la « méthode » (*meslek*) de Treitschke pour les Turcs ottomans, et pour les historiens, qui doivent mettre en valeur le « turquisme ottoman ».

Hormis au début du premier article et à la fin du deuxième, Ahmed Refik se contente de relater ce qu'il a lu sur Treitschke, sans apporter vraiment de commentaires. Ce qu'il retient de l'historien allemand, c'est le rôle qu'il a joué dans l'unification de l'Allemagne, en prenant sans relâche position pour elle et en utilisant pour cela l'histoire. Ahmed Refik aurait pu se référer à l'engagement des historiens allemands dans la Guerre en août 1914 ou aurait pu prendre des exemples plus récents. Il est frappant de constater que, pour la majorité des intellectuels turquistes, le temps semble s'être arrêté, pour ce qui est de l'Allemagne, à la guerre de 1870 et à la réalisation de l'unité allemande.

Durant la guerre, certains intellectuels turquistes défendent par ailleurs une conception solidariste, corporatiste de la société. Pour Tekin Alp, qui consacre dans la revue *Yeni Mecmua* une série d'articles au solidarisme (*tesanütçülük*)¹³⁶, l'Allemagne est le pays où la solidarité sociale fonctionne le mieux.

Dans son premier article¹³⁷, il met en évidence que l'Empire a connu depuis la révolution jeune-turque un « éveil national » (*intibab-ı millî*), suivi d'un « éveil culturel » (*harsî intibab*) et depuis la guerre d'un « éveil économique » (*iktisadî intibab*). Toutefois, note-t-il, « il faut reconnaître qu'aucun pas n'a encore été fait vers l'éveil social qui est le dernier stade d'évolution de l'éveil national », regrettant que « même les patriotes les plus convaincus n'aient pas encore reconnu l'importance de cet éveil ». Or, précise-t-il, « sans éveil social, ni l'éveil politique, ni l'éveil culturel, ni non plus l'éveil économique ne peuvent être assurés... ». Tekin Alp poursuit son article en montrant qu'au fur et à mesure des progrès d'une nation, le capitalisme augmente et provoque une injustice sociale de plus en plus grande. Pour l'auteur, il s'agit d'éviter l'écueil du socialisme, qui va à l'encontre du nationalisme, comme le prouve l'exemple de la Russie. Au contraire, en Allemagne, même si le capitalisme progresse sous la protection du nationalisme, et même si les courants

¹³⁵ Le « Kulturkampf » désigne le combat mené par Bismarck contre le catholicisme.

¹³⁶ Le solidarisme est un courant qui se situe entre le libéralisme et le socialisme. Il a été défendu en France par le radical-socialiste Léon Bourgeois, et en Allemagne par Heinrich Pesch et Max Scheler.

¹³⁷ *Yeni Mecmua*, 3.01.1917.

socialistes se renforcent, il n'y a pas de mouvement de révolte, « car il y a depuis longtemps un éveil social qui atténue les effets du capitalisme ».

Revenant sur la situation de l'Empire, Tekin Alp précise que le capitalisme ne s'étant toujours pas développé, l'éveil social n'a pas encore eu lieu et note que même si de grandes différences existent entre les classes sociales, le déséquilibre n'est pas encore devenu insupportable. Toutefois, il prévoit qu'après la guerre, le capitalisme va aller croissant et qu'il est nécessaire de profiter de l'expérience des autres nations : « Nous voyons donc que les nations qui se sont éveillées avant nous ont, après de longs combats qui durent encore aujourd'hui, trouvé une troisième doctrine sociale qui repousse les mauvais côtés et qui réunit les bons côtés du nationalisme et du socialisme, doctrine à laquelle ils ont donné le nom de solidarité ». Pour Tekin Alp, l'un des facteurs déterminants de la richesse et de la force de l'Allemagne réside donc dans sa politique sociale. Il revient ainsi dans un autre article sur les lois sociales instaurées par Bismarck, qu'il qualifie « de l'un des plus grands génies des derniers temps¹³⁸ ».

Quelques semaines plus tard, il met également en évidence que le « sentiment social » (*İctimai Duygu*) est un concept typiquement allemand qui n'existe pas en turc et que même ceux qui sont familiarisés avec la littérature française ne peuvent pas comprendre¹³⁹. Le sentiment social, commente Tekin Alp, fait partie intégrante du solidarisme. Sans cette composante, le solidarisme ne peut pas exister et les lois mises en place par le pays pour organiser le solidarisme sont vouées à l'échec. Tekin Alp poursuit son article en reconnaissant que jusqu'à présent, il avait rencontré souvent cette expression dans la littérature allemande, mais qu'il n'en avait jamais vraiment réalisé l'esprit ni la portée, jusqu'à ce qu'il soit témoin de deux conversations menées par un groupe d'Ottomans d'une part et un groupe d'Allemands d'autre part, dans le « train des Balkans » (*Balkanzug*). Tekin Alp rapporte d'abord la conversation des Ottomans, parmi lesquels un commerçant « qui avait l'air de s'être enrichi pendant la guerre », se plaint qu'à Berlin il est impossible de faire des affaires à cause du surnombre de lois. Pour Tekin Alp, cette manière de penser, « qui n'est pas rare dans notre pays », montre combien cet homme ne pense qu'à son propre intérêt : « Dans son esprit, la morale, l'ordre, l'intérêt général, la loi, la civilisation sont toutes des choses sans importance ». Comme il peut y mener ses affaires comme il l'entend, la Turquie est un paradis et est largement préférable à l'Allemagne. Et Tekin Alp de commenter : « Le fait qu'il ne considère que son propre intérêt lui apparaît tellement naturel qu'il n'hésite pas le dire publiquement avec un parfait sentiment de gloire ». En face de lui, un homme qui a l'air riche, prend la parole en protestant que la Turquie est en retard d'un siècle sur l'Europe du point de vue de la civilisation, et en mettant en valeur le fait qu'à Istanbul ne se trouvent ni théâtres ni cafés, au contraire de Vienne. Tekin Alp considère cette re-

¹³⁸ *Yeni Mecmua*, 7.06.1918.

¹³⁹ Tekin Alp, « *İctimai Duygu* ». In : *Yeni Mecmua*, 1.08.1918.

marque comme étant également représentative et s'emporte, demandant si « les beaux cafés » apportent la civilisation et mettant en valeur que ces personnes ne pointent pas les écoles, les routes, le chemin de fer, les organisations politiques, économiques et sociales ou les établissements industriels. Continuant à rapporter la conversation du groupe d'Ottomans, il cite une troisième personne, un fonctionnaire, qui se plaint de ce métier en Allemagne, qui consiste à écouter les plaintes de pauvres gens à longueur de journée et qui s'avère être très ennuyeux. Pour Tekin Alp, ces trois personnes sont représentatives du même esprit exigu.

Par contraste, il cite la conversation du groupe allemand. L'un d'eux parle du fait qu'on lui avait dit, avant qu'il ne se rende à Istanbul, qu'en Turquie régnait l'abondance, ce qu'il avait effectivement pu constater au Pera Palas. Cependant, il ajoute qu'il s'est rapidement rendu compte que l'abondance n'était une réalité que pour les riches, et que rien n'était fait pour les démunis. Tekin Alp rapporte que les Allemands ont conclu la conversation sur le fait que tant qu'en Turquie le sentiment social ne s'éveillerait pas, aucune réforme n'y serait possible.

Tekin Alp poursuit en regrettant l'existence de la corruption et l'absence de lois : les fonctionnaires devraient être au service de la population, un climat de confiance devrait régner entre la population et le gouvernement. C'est en entendant ces conversations, poursuit l'auteur, qu'il a compris « la clé de l'énigme ». En Allemagne, le sentiment social présent dans la population régule les rapports « en prenant la fonction de la police » et « n'accepte pas la corruption, ni ne fait place aux ruses et aux tromperies ». L'auteur termine son article en précisant que lorsque les « nouveaux principes de vie » énoncés par la revue *Yeni Mecmua* seront établis, le sentiment social apparaîtra de lui-même dans l'Empire.

Au-delà de la mise en valeur du modèle bismarckien, à laquelle d'autres auteurs, comme Ziya Gökalp, se réfèrent également, Tekin Alp est l'un des rares, pour ne pas dire le seul, à s'intéresser à l'Allemagne contemporaine. En 1918, alors qu'il n'est plus possible d'ignorer les méfaits de la guerre, Tekin Alp place désormais ses espoirs dans ce qu'il appelle « la nouvelle orientation » (*Yeni İstikamet*)¹⁴⁰. Présentant la guerre mondiale comme étant le résultat d'un abus de pouvoir de la bourgeoisie s'opposant au « *halkçılık* » (ce terme, qui figurera plus tard parmi les six principes kémalistes, ne signifie pas vraiment populisme mais plutôt « proche du peuple »), Tekin Alp attribue la guerre à l'impérialisme et au darwinisme social. L'auteur montre que la guerre ne cessera pas tant que les conflits sociaux ne seront pas résolus. La solution, il la trouve finalement dans ce qu'il appelle les courants de « la nouvelle orientation », dont il donne le terme en allemand (*die neue Orientierung*), et note que c'est en Allemagne que ce courant est le plus développé, notamment parce qu'une politique sociale y est menée depuis longtemps, malgré la forte opposition des grands propriétaires et des industriels. Évoquant les grèves de janvier 1918 et le « bouillonnement » dans lequel se trouve l'Allemagne, il estime

¹⁴⁰ *Yeni Mecmua*, 28.03.1918.

toutefois que « comme l'organisation sociale et les fondements de la culture nationale y sont sains, il n'y a pas de raison de s'inquiéter des secousses qui sont une conséquence naturelle de la 'nouvelle orientation' ».

Tekin Alp, reprenant l'exemple de la Russie, explique qu'elle se trouve dans une situation différente car elle n'a pas d'organisation sociale ferme ni de culture nationale solide. Ainsi, ce n'est pas la « nouvelle orientation » qui y domine mais le bolchevisme, qu'il qualifie de « malheur de dissolution et de putréfaction », et dont l'erreur est de déclarer la guerre à la bourgeoisie au lieu de supprimer le darwinisme social et d'organiser la division du travail. Il note que malgré l'opposition à laquelle elle fait face, il ne fait pas de doute que la « nouvelle orientation » va s'imposer après la guerre et se traduira par une plus grande intervention de l'État dans la vie économique, mettant fin au libéralisme et au principe du « laissez-faire, laissez-passer » pour se concentrer sur les besoins du peuple. L'État devra aussi protéger les démunis, les mutilés, les veuves et les orphelins de guerre, et la fonction de l'État ne sera donc plus « celle d'un gendarme », mais « consistera à assurer le bonheur et la prospérité des membres de la communauté, à rehausser le niveau général de la connaissance et de la civilisation, à assurer l'équilibre entre les différentes classes et l'ordre dans la division du travail », mettant ainsi fin au darwinisme social et au capitalisme.

Il est intéressant de noter que Tekin Alp conclut son article en mentionnant Walther Rathenau. Pour mémoire, rappelons que Walter Rathenau était le directeur de la Compagnie générale d'électricité allemande et qu'il a par ailleurs organisé et dirigé entre 1914 et 1915 le service des matières premières de guerre (*Kriegsrohstoffabteilung*). Rathenau était une personnalité complexe, admirateur des valeurs prussiennes, conscient de son judaïsme tout en souhaitant l'assimilation des Juifs dans une société fortement antisémite. Il a écrit plusieurs ouvrages socio-économiques dans lesquels il prend position pour une politique sociale se situant entre le socialisme et le libéralisme, et qui rappellent fortement les idées du solidarisme¹⁴¹. L'auteur était-il en contact avec Rathenau? Rien ne permet de l'affirmer. Mais il a certainement été particulièrement attiré par cette personnalité, juive et patriote comme lui.

Tekin Alp suit par ailleurs de très près le développement de la sociologie en Allemagne. Il mentionne ainsi la création prochaine d'un institut de recherche en sociologie à Cologne, qui, effectivement, a été décidée le 6 mars 1918, quelques semaines donc avant la parution de l'article de Tekin Alp, dans le but de pallier le manque de chaire de sociologie dans les universités allemandes.

Tekin Alp, face aux réalités de la guerre, a évolué : d'un discours belliqueux tel qu'il le formulait en 1914 dans *Türkler bu muharebede ne kazanabilirler ? Büyük Türklik : en meşhur Türkçülerin müitalaati* [Que peuvent gagner les Turcs dans cette

¹⁴¹ Voir entre autres son ouvrage intitulé *Vom kommenden Dingen*, Berlin, 1917.

guerre ? Le panturquisme : opinions des panturquistes les plus célèbres], il est passé à un discours solidariste, dont nous retrouverons un certain nombre de principes sous la République kémaliste.

Pour l'heure, les intellectuels turquistes, lorsqu'ils s'intéressent à la culture allemande et au nationalisme allemand, recherchent plus une justification du nationalisme turc qu'un véritable modèle : la conception d'une nation comme entité culturelle et ethnique correspond en effet mieux à la situation du monde turc que la conception française reposant sur la libre adhésion des individus à une entité politique et culturelle¹⁴². Par ailleurs, le fait que l'unité allemande se soit constituée tardivement et que l'Allemagne ait pourtant réussi à devenir l'une des nations les plus puissantes d'Europe a sans aucun doute quelque chose de rassurant pour ces intellectuels. En somme, la compréhension allemande du nationalisme n'a pas profondément influencé les théoriciens du nationalisme turc, qui connaissent mal la culture allemande. Mais elle leur a servi de justification, à un moment où leur pays est en guerre aux côtés de l'Allemagne.

L'appel du gouvernement unioniste à l'Allemagne

Un certain nombre d'intellectuels proches du CUP mettent donc en valeur la réussite de l'Allemagne. Certains, comme Halid Ziya, sont allés la constater *de visu* et ont souligné par contraste la situation de l'Empire. Dans les faits, cependant, comment et dans quelle mesure les unionistes ont-ils tenté de moderniser l'Empire en faisant appel à l'Allemagne ?

Pour l'Allemagne, répondre à l'appel du gouvernement unioniste est évidemment d'importance : il s'agit en effet de gagner une influence sur le long terme qui lui garantisse la priorité par rapport aux autres puissances. Les Allemands sont cependant conscients que l'aide apportée doit se faire en fonction de la sensibilité nationale des nouveaux dirigeants. Ainsi, le publiciste Ernst Jäckh comme l'orientaliste Carl-Heinrich Becker soulignent la nécessité de mener une politique culturelle qui, à l'inverse de la politique française, doit permettre d'aider la culture turque à se renforcer, et, surtout, éviter toute apparence de tentative de « germanisation¹⁴³ ». Mais elle reste toutefois porteuse d'un paradoxe évident en énonçant une « mission culturelle », que Carl-Heinrich Becker estime être « chrétienne et civilisatrice ».

Les dirigeants unionistes quant à eux espèrent acquérir le savoir technique qui les placerait au même niveau que l'Europe, tout en restant indépendants de l'Allemagne. Ainsi qu'Ahmed Emin [Yalman] le résume clairement, « le mot d'ordre

¹⁴² Georgeon, François, « Deux leaders du mouvement national : Ziya Gökalp et Yusuf Akçura ». In : *Des Ottomans aux Turcs : Naissance d'une nation*, Istanbul, Isis, 1995, pp. 55 – 66, ici p. 62.

¹⁴³ Voir Carl-Heinrich Becker, *Das türkische Bildungsproblem*, Bonn 1916.

était la technique européenne avec la particularité nationale¹⁴⁴ ». Comme on peut *a posteriori* s'en douter, cette démarche est dès le début problématique, et dans les faits, on observe un décalage entre la volonté de faire appel à l'aide allemande et la méfiance des unionistes vis-à-vis de l'Allemagne.

Dans ce chapitre, nous tenterons d'examiner de plus près les mesures prises par les unionistes dans les domaines scolaire et universitaire en mettant en valeur l'ambivalence fondamentale de leur démarche. Il appartient cependant de noter auparavant que des spécialistes allemands sont présents dans d'autres domaines : ainsi, le ministre de la Justice de la Saxe, Heinze, a été conseiller au ministère de la Justice ottomane. Les unionistes ont également fait appel à un conseiller pour le ministère de l'Agriculture, ainsi qu'à des experts dans des domaines spécifiques comme celui des forêts ou des raffineries de sucre¹⁴⁵. Un spécialiste allemand est également nommé pour les statistiques¹⁴⁶. Par ailleurs, un Allemand du nom de von Hoff reçoit le poste d'inspecteur général des organisations de jeunesse ottomanes en 1916, remplaçant Parfitte, un spécialiste belge venu aider à organiser des associations de jeunes paramilitaires¹⁴⁷.

Le domaine scolaire

À la fin de l'année 1914, à l'initiative d'Enver semble-t-il¹⁴⁸, le professeur Franz Schmidt est nommé au ministère de l'Éducation ottoman comme conseiller pour diriger la réorganisation du système scolaire selon le modèle allemand. Il a pour assistant et traducteur Ali Haydar bey¹⁴⁹. À son arrivée, Schmidt est reçu par le grand vizir et les principaux dirigeants unionistes. Durant cette audience, le grand vizir parle du besoin de « former des citoyens à la manière allemande », tandis qu'Enver insiste sur la nécessité d'un meilleur enseignement qui inculque aux jeunes la discipline et la capacité de travail, et que Nâzım souligne les méfaits de la formation française sur les Turcs.

Pour autant, si les buts semblent clairs, Schmidt se heurte rapidement à plusieurs difficultés : d'une part, la volonté de remplacer l'influence culturelle française par une application du modèle allemand ne vient que de quelques dirigeants ou intellectuels proches du Comité, et non pas de l'ensemble de l'élite. D'autre part, les autorités avec lesquelles il travaille ne semblent pas toujours prêtes à col-

¹⁴⁴ Ahmed Emin, *Die Türkei*, op. cit.

¹⁴⁵ *Die Welt des Islams*, vol. 4, 1916, p. 94.

¹⁴⁶ *Der Neue Orient. Halbmonatsschrift für das politische, wirtschaftliche und geistige Leben im gesamten Osten* novembre 1917.

¹⁴⁷ Voir Toprak, Zafer, « II. Meşrutiyet Döneminde Paramiliter Gençlik Örgütleri » [Les organisations de jeunesse paramilitaires durant la deuxième période constitutionnelle]. In : *Tanzimat'tan Cumhuriyet'e Türkiye Ansiklopedisi* [Encyclopédie turque, des Tanzimat à la République], vol. 2, 1985, pp. 531 – 536.

¹⁴⁸ Voir Turan, Kemal, *Türk-Alman Eğitim İlişkilerinin Tarihi Gelişimi*, op. cit., p. 82.

¹⁴⁹ Ali Haydar [Taner], nous l'avons dit, a étudié la pédagogie en Allemagne avant la guerre.

laborer avec lui¹⁵⁰. Le ministre de l'Éducation Şükrü bey en particulier ne connaît pas l'Allemagne, alors qu'il s'est déjà rendu en Angleterre, en Italie et en France. Pour y remédier, Schmidt organise donc un voyage aux mois de juin – juillet 1917, qui constitue la première visite d'un ministre de l'Éducation ottoman dans ce pays.

Comme à leur habitude, les autorités allemandes ont réservé un programme plutôt dense à Şükrü bey: le ministre visite ainsi de nombreuses villes, comme Dresde, Leipzig, Berlin, Francfort ou encore Munich. À chaque étape, il est conduit dans les diverses institutions scolaires et universitaires, et Schmidt écrit même dans son rapport que « parmi les ministres turcs actuels, aucun ne connaît mieux l'Allemagne que Şükrü bey¹⁵¹ ». Şükrü bey, rassuré par le fait que la plupart des personnes avec lesquelles il a été en contact parlent le français, semble avoir été particulièrement intéressé par les universités techniques et les instituts de recherche. Schmidt a également veillé à ce que le ministre puisse voir la collection d'œuvres ramenées du Turkestan et administrée par l'orientaliste Albert von Le-coq, espérant ainsi que Şükrü bey se montre mieux disposé à l'endroit des archéologues allemands. Il conclut son rapport en soulignant que le ministre a été très impressionné par le système scolaire et universitaire allemand ainsi que par la culture allemande. S'il reste prudent sur les conséquences concrètes de ce voyage, il se montre cependant optimiste.

Le directeur de l'enseignement secondaire de l'époque, Adil Muslihiddin, effectue lui aussi un voyage en Allemagne et publie ses observations à son retour, en 1917, sous le titre *La vie culturelle allemande (Alman Hayat-ı İrfanı)*. Dans cet ouvrage, Adil Muslihiddin relate toutes les institutions scolaires, universitaires et culturelles qu'il a visitées. Il insiste sur le fait que l'université a été à l'origine du développement de la pensée nationale allemande et termine en évoquant les leçons que les Ottomans devraient tirer du savoir allemand, la plus importante étant la nécessité de développer la culture nationale (*milli hars*) en s'appuyant sur l'université. Par ailleurs, l'auteur souligne la nécessité de développer l'école primaire et d'éduquer les filles¹⁵².

Parmi les mesures que Schmidt a proposées, le gouvernement a appliqué celle concernant l'introduction d'une deuxième langue étrangère (l'allemand ou l'anglais) à côté du français dans les lycées. Dans quelques écoles pour filles à Istanbul ou à Izmir, il a fait nommer des directrices allemandes. Il a également fait envoyer une cinquantaine d'enseignants se former en Allemagne. Enfin, il a mis en place un nouveau règlement pour les écoles primaires, qui est adopté en juillet

¹⁵⁰ Gencer, Mustafa, *Bildungspolitik, Modernisierung und kulturelle Interaktion*, op. cit., pp. 100 – 101. Voir Schmidt, Franz, « Vier Jahre als Bildungsreformer ». In : Schmidt, Franz ; Boelitz, Otto, *Aus deutscher Arbeit im Auslande. Erlebnisse, Erfahrungen in Selbstzeugnissen aus aller Welt*, 2. Band : *Aussereuropa*, Langensalza 1928.

¹⁵¹ AA, Constantinople 402, Deutsch-Türkische Vereinigung und Kulturbestrebungen in der Türkei, 1916 – 1917, rapport de Schmidt, 15.09.1917.

¹⁵² Voir le résumé qu'en donne Necmeddin Sadık dans *Yeni Mecmua*, 24.01.1918.

1916 par le gouvernement (*Mekâtib-i İbtidâiyyenin Talimatnamesi*)¹⁵³. Mais dès la fin décembre 1917, Şükrü bey est remplacé par Ali Münif bey, qui entre rapidement en conflit avec Schmidt.

Le domaine universitaire

En 1915, le conseiller Schmidt, avec l'accord bien sûr de Şükrü bey, organise la venue de 19 universitaires allemands pour une durée de cinq ans¹⁵⁴. Cet épisode des relations culturelles entre les deux pays constitue un parfait exemple de l'ambivalence des acteurs. Pour préserver le caractère « turc » de l'initiative, les unionistes font notamment inscrire comme condition dans le contrat passé avec les professeurs que ceux-ci doivent porter le fez et apprendre le turc en l'espace d'un an. Mais parallèlement, ils confient la chaire d'études des langues ouralo-altaïques, une matière hautement symbolique en ces temps de construction du nationalisme turc, à un professeur allemand, Friedrich Giese.

Il est évident que les hommes politiques et les intellectuels ottomans de cette époque étaient partagés entre le projet d'adopter les méthodes scientifiques de l'Allemagne, et leur crainte de dépendre de cette dernière, ainsi que leur volonté de montrer aux Allemands la valeur de leur propre culture. Prises entre ces contradictions, il semble que les autorités ottomanes n'aient pas cherché à faciliter la tâche des universitaires qu'elles avaient pourtant fait venir. C'est en tout cas ce que mettent en valeur les professeurs allemands dans un long rapport en 1918¹⁵⁵, dans lequel ils se plaignent notamment de l'attitude de Şükrü bey, en soulignant qu'à sa demande, ils ont rendu un rapport sur la réforme de l'université sans jamais avoir pu être reçus par lui, et faisant état que leurs propositions ont d'abord été refusées pour être ensuite appliquées :

« Quelques mois après le refus du projet de réforme allemand par le ministre, celui-ci, de manière inattendue mais suivant finalement une méthode souvent observée chez les Turcs dans le domaine militaire et médical en particulier, chargea les trois facultés de mettre en place des plans de réformes. Il apparut très vite que les directives données par le ministre étaient reprises des projets allemands à l'origine refusés, mais dont la Turquie voulait apparaître comme étant l'instigatrice. »

¹⁵³ Gencer, Mustafa, *Bildungspolitik, Modernisierung und kulturelle Interaktion*, op. cit., pp. 102 – 103.

¹⁵⁴ Voir Kreiser, Klaus, « Deutsche Professoren am Istanbuler Darülfünun (1915 – 1918) ». In : *Zeitschrift der Deutschen Morgenländischen Gesellschaft*, Supp. VII, 1989, pp. 211 – 218. Les professeurs en question enseignaient les matières suivantes : pédagogie et psychologie, langues sémitiques, langues altaïques anciennes, histoire ancienne, géographie, philosophie, méthodologie de l'histoire, archéologie et numismatique, langue et littérature allemande, économie politique, finance, droit public, droit civil comparé, botanique, zoologie, chimie organique, chimie anorganique, chimie technologique.

¹⁵⁵ Archives militaires de Freiburg, *Nachlass Seeckt*.

Ce rapport illustre tout à fait la nature des malentendus qui ont lieu entre les deux pays : les intervenants se comprennent comme étant porteurs d'une « mission culturelle » (*Kulturmission*), terme qui certes n'est jamais employé officiellement dans les négociations avec les autorités turques, mais que les auteurs du rapport soulignent dès la première page. L'état de l'Université d'Istanbul à cette époque justifie leur démarche, celle d'apporter les méthodes et le savoir manquant. Leurs observations sont les suivantes : l'université représente pour beaucoup un refuge, un *otium cum dignitate*, pour les hauts fonctionnaires turcs émérités, les anciens ministres et les *valis*. Ils soulignent que, « suivant le modèle français », le nombre de poètes et de journalistes est très élevé, ainsi que le nombre de personnalités qui assument des cours, et qui, parallèlement et « conformément aux mœurs turques », exercent une autre activité. Ainsi, Halid Ziya bey, poète et ancien secrétaire du Sultan, travaillant aussi à la Régie, est professeur de littérature comparée. Le professeur de philologie des langues romanes, le poète Cenab Şahabeddin, est fonctionnaire au ministère de la Santé, le professeur d'histoire de l'art Vahîç bey est aussi secrétaire général de la Dette Publique, d'autres professeurs sont aussi rédacteurs en chef de journaux turcs. Dans cette perspective, « il apparaît clairement qu'une très petite minorité de professeurs turcs produit des travaux scientifiques. L'édition d'un ouvrage français traduit en turc – la plupart du temps sans nommer l'auteur – est considérée comme une production scientifique¹⁵⁶. » Les auteurs de ce rapport évaluent donc de manière très négative la qualité de l'université d'Istanbul. Par ailleurs, ils soulignent l'insuffisance de leurs propres salaires par rapport à d'autres spécialistes et par rapport à l'inflation provoquée par la guerre¹⁵⁷.

Les jugements des Ottomans, de leur côté, ne sont pas moins sévères. Halid Ziya [Uşaklıgil] note dans ses mémoires que les autorités ottomanes n'étaient pas préparées à recevoir des spécialistes étrangers¹⁵⁸. Ainsi, il dénonce la décision prise par le ministre de l'Éducation de financer la venue de professeurs allemands sans projet concret ainsi que le fait que personne ne se soit soucié du très petit nombre d'étudiants, pas plus « nous », reconnaît-il, que les Allemands, qui ne se manifestaient que lorsqu'ils avaient des « revendications », l'un voulant une table de travail, l'autre des livres, etc. Halid Ziya continue son récit en soulignant le problème de la langue, les professeurs ne parlant pas le turc¹⁵⁹ et les étudiants ne connaissant pas l'allemand et écrit que les Allemands se contentaient de participer aux réunions du conseil des professeurs, que lui-même présidait :

¹⁵⁶ « Es versteht sich, dass bei solcher Handhabung die allerwenigsten türkischen Professoren wissenschaftliche Leistungen aufzuweisen haben. Die Herausgabe eines französischen Werkes in türkischer Übersetzung meist ohne Nennung des eigentlichen Autors gilt als wissenschaftliche Leistung. »

¹⁵⁷ Voir Klaus Kreiser, « Deutsche Professoren am Istanbul Darülfünun », *op. cit.*, p. 213.

¹⁵⁸ Uşaklıgil, Halid Ziya, *Saray ve Ötesi*, *op. cit.*, pp. 169 – 174.

¹⁵⁹ Quelques professeurs ont cependant fait l'effort, comme Fritz Arndt.

« Les professeurs allemands, comme ils n'avaient rien d'autre à faire, assistaient toujours avec une fidélité parfaite aux discussions du conseil. Ils formaient un demi-cercle à la droite du président et se taisaient. Ils écoutaient sans doute, et si parmi eux certains s'intéressaient à ce qui se disait, ceux-ci demandaient de traduire soit à un collègue turc d'à côté qui connaissait la langue, soit au traducteur, et s'ils étaient d'avis qu'il leur fallait intervenir, ils exposaient leurs conceptions à nouveau par l'intermédiaire du traducteur. Cela prenait un long moment¹⁶⁰. »

Halid Ziya ajoute que, comme ses collègues, il pensait alors que les traductions pendant les cours devaient être une perte de temps considérable. Seul le ministre de l'Éducation, précise-t-il, n'avait pas l'air d'y réfléchir... Outre le ressentiment que les professeurs turcs ont dû avoir par rapport à la décision de leur ministre, qui semble ne pas les avoir consultés, ils percevaient la présence des professeurs allemands comme une ingérence dans leur travail. À ce propos, Halid Ziya rapporte d'ailleurs une anecdote qui nous semble révélatrice de l'état d'esprit des professeurs ottomans : lors d'une des réunions du conseil, un professeur turc, s'adressant en particulier au professeur de langues ouralo-altaïques Friedrich Giese demanda le programme et le contenu des cours. Cette question, que le conseil estima appropriée, provoqua chez les professeurs allemands un « mouvement de révolte » (*bir isyan hareketi*). Le professeur concerné mit en valeur le principe d'indépendance des cours et, refusant de répondre, sortit du conseil, suivi de ses collègues. Halid Ziya conclut de la manière suivante : « Le conseil ne montra pas de réaction face à ce mouvement et se contenta d'un sourire significatif¹⁶¹. »

Pour autant, cette expérience a-t-elle été aussi négative ? Ainsi que le note Klaus Kreiser, Halid Ziya oublie dans ses mémoires que les professeurs allemands, même s'ils avaient peu d'étudiants, menaient aussi des projets de recherche¹⁶². Fritz Arndt par exemple a réussi à créer un institut de chimie après de longues négociations avec le ministère et à faire venir du matériel d'Allemagne¹⁶³. Celui-ci rapporte également que le nombre d'étudiants était certes faible à cause de la guerre, mais que d'autres auditeurs assistaient à ses cours. Il cite ainsi le cas d'un chimiste du nom de İlhami, devenu professeur à l'université technique d'Istanbul dans les années 1930.

Par ailleurs, le regard *a posteriori* de Halid Ziya sur cet aspect ne doit pas masquer le fait que d'autres intellectuels turcs ont travaillé de concert avec les professeurs allemands, tels que Tekin Alp, assistant du professeur de philosophie Gün-

¹⁶⁰ *Ibid.*, p. 173.

¹⁶¹ *Ibid.*, p. 174.

¹⁶² Le célèbre pédagogue İsmail Hakkı Baltacıoğlu reviendra des années plus tard sur ce point en critiquant le manque de solidarité parmi les professeurs, le manque d'organisation interne et l'incompétence générale.

¹⁶³ Walter, W.; Eistert, B., « Fritz Arndt ». In : *Chemische Berichte*, N° 1, 1975, pp. 1 – 44, ici p. 6. Fritz Arndt fera partie des professeurs qui fuiront l'Allemagne nazie et qui enseigneront à Ankara après 1933.

ther Jacoby¹⁶⁴ et du professeur d'économie Falke, ou encore le futur théoricien de la langue turque, Ahmed Cevat Emre et le professeur de littérature İbrahim Necmi [Dilmen] qui ont travaillé comme assistants de Friedrich Giese et publié des articles avec lui.

*Entre propagande et collaboration :
l'association germano-turque et l'association turco-allemande*

L'association germano-turque, qui a été créée par Ernst Jäckh avant la Guerre, se développe considérablement à partir de 1915¹⁶⁵. De 200 membres en février 1914, elle compte après la victoire de Çanakkale 1000 membres en août 1915 pour atteindre jusqu'à 5500 membres en juillet 1918¹⁶⁶. Soutenue et financée par la *Wilhelmstrasse* et par de grands industriels, elle multiplie les domaines d'activité, est représentée dans les principales villes d'Allemagne et s'efforce d'attirer l'attention de la population sur l'importance de l'alliance avec l'Empire ottoman, en organisant des conférences avec le soutien d'orientalistes comme Georg Kampffmeyer et Martin Hartmann, et en dispensant des cours de turc, dont la demande augmente particulièrement parmi les commerçants, les techniciens, les ingénieurs, les militaires ou encore les professeurs.

Créée à des fins culturelles, elle doit également répondre à une forte demande dans le domaine économique, en particulier après la défaite de la Serbie qui permet la réouverture de la ligne de chemin de fer entre Berlin et Istanbul. À l'automne 1915, elle ouvre donc un bureau de renseignement sur les questions économiques germano-turques (*Auskunftsstelle für Deutsch-Türkische Wirtschaftsfragen*, renommée par la suite *Zentralgeschäftsstelle für Deutsch-Türkische Wirtschaftsfragen*), dirigé par Reinhard Junge¹⁶⁷.

¹⁶⁴ Jacoby a publié l'un des premiers articles sur Bergson dans la revue publiée par la faculté des Lettres de l'université (*Darülfünun Edebiyat Fakültesi Mecmuası*). Voir İrem, Nâzım, « Undercurrents of European Modernity and the Foundations of Modern Turkish Conservatism : Bergsonism in Retrospect ». In : *Middle Eastern Studies*, vol. 40, n°4, juillet 2004, pp. 79 – 112, ici p. 88.

¹⁶⁵ Voir en particulier Kloosterhuis, Jürgen, « Zum Kennenlernen des Waffenbruders : Initiativen zur Vermittlung türkischer Kultur in Deutschland von 1914 bis 1918 durch Auslandssvereine – ein Schlaglicht auf die Anfänge der deutschen auswärtigen Kulturpolitik ». In : Kreiser, Klaus (dir.), *Germano-Turcica. Zur Geschichte des Türkisch-Lernens in deutschsprachigen Ländern*, Bamberg, Universitätsbibliothek, 1997, pp. 101 – 107 et *ibid.*, *Friedliche Imperialisten*, op. cit., partie I, pp. 255 – 275 et partie II, pp. 596 – 657; Gencer, Mustafa, *Bildungspolitik, Modernisierung und kulturelle Interaktion*, op. cit., pp. 193 – 235 ; Önsoy, Rifat, *Türkiye'deki Almanya 1914 – 1918. Almanya'nın Türkiye'deki Kültürel Etkinliği ve Robert Bosch* [L'Allemagne en Turquie, 1914 – 1918. L'influence culturelle de l'Allemagne en Turquie et Robert Bosch], Ankara, Atlas Yayınları, 2004.

¹⁶⁶ Kloosterhuis, Jürgen, *Friedliche Imperialisten*, op. cit., partie II, p. 608.

¹⁶⁷ Rathmann, Lothar, *Stossrichtung Nabost 1914 – 1918*, op. cit., p. 153.

En Turquie, son travail se concentre sur les écoles, les hôpitaux, l'organisation de manifestations culturelles ou encore les bibliothèques. L'association est particulièrement attentive aux écoles placées le long du chemin de fer de Bagdad, comme celle d'Adana, qu'elle a contribué à fonder. Elle finance également un internat pour l'école de Haydar-Paşa, met en place des cours d'allemand, soutient les écoles d'Izmir, d'Eskişehir ou encore de Bagdad¹⁶⁸, ainsi que l'école turque fondée par le père d'Enver à Istanbul¹⁶⁹. Elle soutient par ailleurs la *Vereinigung von Freunden der türkischen Literatur* (Association des amis de la littérature turque) qui met en place une bibliothèque scientifique à Istanbul, spécialisée dans les études turques et l'Orient musulman et chrétien, dont le coordinateur à Istanbul est Friedrich Giese.

Enfin, elle fait traduire en ottoman des brochures sur la guerre, comme celle du directeur de la Deutsche Bank Karl Helfferich, intitulée *La prospérité allemande de 1888 à 1913 (Alman feyz-i millisi, 1888 – 1913)*, qui a paru auparavant sous forme d'extraits dans le *Servet-i Fünun*¹⁷⁰.

La participation des unionistes à l'association

Pour notre sujet, il est particulièrement intéressant de noter qu'en complément de l'association en Allemagne, une association turco-allemande est créée à Istanbul fin 1915. La liste des personnalités qui assistent à la réunion d'inauguration montre combien les unionistes prennent l'affaire au sérieux : sur invitation d'Enver, dont il reste à déterminer le rôle exact dans cette association mais qui selon toute vraisemblance y a participé activement, sont réunis les principaux ministres du gouvernement, tels que Şükrü et Talat, ainsi que les figures du Comité Midhat Şükrü ou Nâzım et les intellectuels comme Ahmed Ağaoğlu et Hüseyin Cahid. Le pédagogue et assistant de Schmidt, Ali Haydar, et l'architecte Kemaleddin bey¹⁷¹ sont également présents.

L'association est par ailleurs représentée au plus haut niveau : ses présidents d'honneur en sont le grand vizir Said Halim, le ministre des Affaires étrangères Halil et l'ambassadeur allemand Wolff-Metternich. À son comité d'honneur figu-

¹⁶⁸ Gencer, Mustafa, *Bildungspolitik, Modernisierung und kulturelle Interaktion*, op. cit., p. 208 et suivantes.

¹⁶⁹ *Ibid.*, p. 210.

¹⁷⁰ *Die Welt des Islams*, vol. 3, 1916, p. 214. Pour le titre des autres brochures, voir Gencer, Mustafa, *Modernisierung, Bildungspolitik und kulturelle Interaktion*, op. cit., p. 213.

¹⁷¹ Kemaleddin (ou Kemalettin) bey (1870 – 1927) est l'un des architectes les plus connus du « mouvement national de la renaissance architecturale ». Diplômé de l'école du génie civil, il a été assistant de l'architecte August Jasmund, qui a construit la gare de Sirkeci à la fin du 19^{ème} siècle, puis il a étudié à la Haute école technique de Charlottenburg à Berlin avant de devenir professeur à l'école du génie civil. Voir Bozdoğan, Sibel, *Modernism and Nation Building. Turkish Architectural Culture in the Early Republic*, Seattle, University of Washington Press, 2001, pp. 29 et suivantes.

rent Enver, Cemal, Talat, le conseiller d'ambassade von Neurath et le commandant des détroits von Usedom. Son conseil d'administration, enfin, est dirigé par İsmail Cenani bey, qui en est le président et par Franz Schmidt, le vice-président. Il compte notamment parmi ses membres von Lossow, Humann, Jäckh, Nâzım et Süleyman Numan pacha¹⁷².

L'association turco-allemande, à l'instar de l'association germano-turque, est composée de plusieurs comités (pour la construction de la maison de l'amitié, pour l'envoi d'écoliers et d'apprentis en Allemagne, pour les manifestations culturelles, pour les traductions d'ouvrages, et enfin pour les finances et le droit) qui réunit les principales personnalités unionistes. Ahmed Emin, Halid Ziya ou Hüseyin Cahid font par exemple partie du comité organisant l'envoi d'enfants et de jeunes gens en Allemagne¹⁷³, tandis que Ahmed İhsan, Ziya Gökalp ou encore Cenab Şahabeddin¹⁷⁴ sont chargés des traductions¹⁷⁵.

Ces *Vereinigungen* sont des organismes officiels, destinés à développer l'alliance entre les deux pays. Si l'idée est allemande et le projet financé par les industriels allemands, les dirigeants et les intellectuels unionistes veulent également s'y impliquer, dans le souci toujours d'apparaître comme des partenaires égaux. Dans cette perspective, ils suivent notamment de près le projet de construction de la maison de l'amitié turco-allemande. En réalité, cet institut ne sera jamais construit. Mais d'après Kloosterhuis, qui a étudié la politique culturelle de l'Allemagne avant et pendant la Guerre et qui à ce titre dispose d'éléments de comparaison, il constitue le projet le plus important de la politique culturelle allemande à l'étranger jusqu'en 1918¹⁷⁶. L'idée vient du conseiller Schmidt, dans le but de lutter contre la persistance de l'influence culturelle française et de mieux faire connaître l'Allemagne. Sur le plan architectural, le projet est d'importance, puisqu'il doit symboliser la politique culturelle allemande, en faisant preuve de simplicité et d'objectivité, et en alliant le style local au modernisme¹⁷⁷. Dans cette perspective, un certain nombre d'architectes allemands sont sollicités, dont certains, comme Paul Bonatz, Martin Elsaesser ou Bruno Taut, auront plus tard une

¹⁷² Gencer, Mustafa, *Bildungspolitik, Modernisierung und kulturelle Interaktion*, op. cit., pp. 219 - 220.

¹⁷³ Voir Önsoy, Rifat, *Türkiye'deki Almanya*, op. cit., p. 67.

¹⁷⁴ Ou Cenab Şahabettin (1870 – 1934). Ce poète, professeur de littérature française, effectue en 1917 un voyage en Europe pour le *Tasvir-i Efkâr* dont le récit paraît en 1919 sous le titre *Avrupa Mektupları* (Lettres d'Europe). Dans ces lettres, il loue à son tour le développement industriel et scientifique de l'Allemagne. Voir Böer, Ingeborg (éd.), *Türken in Berlin*, op. cit., pp. 165 – 178.

¹⁷⁵ Pour la liste détaillée, voir Gencer, Mustafa, *Modernisierung, Bildungspolitik und kulturelle Interaktion*, op. cit., p. 222.

¹⁷⁶ Kloosterhuis, Jürgen, *Friedliche Imperialisten*, op. cit., partie II, p. 625.

¹⁷⁷ Hepner, Heidi : « Das Haus der Freundschaft (Dostluk Yurdu) – ein deutsches Kulturzentrum in Istanbul ». In : *Germano-Turcica. Zur Geschichte des Türkisch-Lernens in deutschsprachigen Ländern*, op. cit., pp. 109 – 112. Kloosterhuis, Jürgen, *Friedliche Imperialisten*, op. cit., partie I, pp. 265 – 266.

influence en Turquie¹⁷⁸. Pour l'heure, c'est l'architecte German Bestelmeyer qui est choisi. Si les Ottomans ne participent pas directement au projet architectural, certains font partie du jury, comme İsmail Cenani bey, Nâzım, Kemaleddin et Vedat bey¹⁷⁹.

Sur le plan politique, cette initiative a lieu au moment des difficiles négociations sur l'annulation des capitulations. Pour les autorités turques, il est absolument nécessaire de garder un contrôle sur cet établissement à l'origine allemand. Finalement, Jäckh réussit à éviter un conflit en proposant que le gouvernement turc reste propriétaire du terrain et que l'association, elle, soit propriétaire du bâtiment. Celle-ci se réserve par ailleurs le droit exclusif de nommer le conseil administratif, constitué de trois Allemands et de trois Turcs, mais dont le président doit toujours être un Allemand¹⁸⁰. Il est intéressant de noter que les autorités turques insistent pour qu'un même projet soit réalisé à Berlin, cette fois de manière symétrique. À ce titre, le gouvernement allemand s'engage à mettre un terrain à disposition de l'association turco-allemande au cœur de Berlin¹⁸¹.

À Istanbul, celui de la « maison de l'amitié » est situé dans le quartier historique, non loin de Sainte Sophie, près de *Divan Yolu*. Le projet prévoit une grande salle pour 2000 personnes et une pour 500 personnes, un café, des salles de réunion, les bureaux des membres de l'association germano-turque et de l'association turco-allemande et une bibliothèque. La pose de la première pierre est fixée en avril 1917, le jour du 9^{ème} anniversaire de l'intronisation de Mehmed V, et donne lieu à une grande manifestation, à laquelle assistent de nombreuses personnalités allemandes et turques. Outre la présence de représentants politiques, l'orientaliste Carl-Heinrich Becker, le publiciste Friedrich Naumann ou encore l'architecte Jansen¹⁸² sont invités à y donner une allocution¹⁸³.

Cette manifestation donne lieu à une série d'articles dans la presse. Le *Sabah* par exemple note : « Nous devons avouer que nous étions habitués à regarder le monde allemand d'une façon tout à fait superficielle, ou avec les yeux de quelque pays concurrent. L'activité et les événements de la guerre actuelle nous ont permis de connaître les Allemands de plus près. » L'auteur de l'article souligne ainsi les avantages qu'il y a à connaître le peuple allemand avant d'ajouter :

¹⁷⁸ Bozdoğan, Sibel, *Modernism and Nation Building*, op. cit., p. 47. Voir aussi la suite de ce travail.

¹⁷⁹ *Osmanischer Lloyd*, 11.11.1916. Vedat bey (1873 – 1942), comme Kemaleddin, est l'un des architectes ottomans les plus connus de l'époque. Il reste encore à déterminer leur rôle précis dans ce projet.

¹⁸⁰ AA, *Deutsch-Türkische Vereinigung und Kulturbestrebungen in der Türkei*, 1916-1917, Konstantinopel 402, 4.03.1917.

¹⁸¹ Kloosterhuis, Jürgen, *Friedliche Imperialisten*, op. cit., partie II, p. 631. Ce bâtiment ne sera lui non plus jamais construit.

¹⁸² Hermann Jansen sera appelé par le gouvernement kémaliste en 1927 pour établir les plans de la ville d'Ankara. Voir la dernière partie de ce travail.

¹⁸³ AA, *Deutsch-Türkische Vereinigung und kulturelle Bestrebungen in der Türkei*, 1916 – 1917, Konstantinopel 402, note de Jäckh à l'ambassadeur von Kühlmann, 1.04.1917.

« Toutefois, connaître à fond un peuple comme les Allemands ne signifiera pas les imiter. Cela les Allemands non plus ne l'attendent pas de nous et ne le désirent pas. Notre perfectionnement futur doit se faire d'après notre propre caractère et nos besoins. Mais c'est de l'expérience de la nation allemande dont nous pouvons le plus profiter. Au cours de cette guerre, qui a montré ce dont chaque pays est capable, les Allemands se sont montrés supérieurs à tous les autres peuples, même à ceux qui étaient plus nombreux et plus riches qu'eux¹⁸⁴. »

Cet article résume parfaitement les arguments des unionistes : il ne s'agit pas d'imiter, mais de s'approprier les éléments concrets qui font la force de l'Allemagne.

L'envoi de jeunes gens en Allemagne

Pour ce faire, les unionistes misent notamment sur la formation de très jeunes gens dans les lycées, les usines ou les ateliers allemands. À ce titre, les ministères de la Guerre et de l'Éducation ottomans ainsi que l'association germano-turque offrent des bourses et se chargent de l'envoi et du placement de ces jeunes gens. À l'évidence, les autorités allemandes sont intéressées par cette initiative car elles misent sur eux pour assurer l'influence future de l'Allemagne. Dans les faits, 1500 lycéens ou apprentis se trouveront en Allemagne en 1918. Parmi eux, 800 sont venus à l'initiative de l'association, le ministère de la Guerre en a envoyé près de 600 et le reste a été envoyé par le ministère de l'Éducation et le ministère de la Marine ottomans ou est venu par ses propres moyens¹⁸⁵.

Comme on le voit, du côté ottoman, c'est le ministère de la Guerre qui a été le plus actif. D'après les chiffres dont nous disposons, il aurait envoyé une majorité de jeunes ouvriers dans le but de les spécialiser (à peu près 500), et une centaine de techniciens¹⁸⁶. La lecture du règlement qu'il éditait à ce propos donne une idée de la manière dont sont organisés le placement et le suivi des jeunes en Allemagne¹⁸⁷ : l'inspection est confiée à des officiers à la retraite. Ceux-ci, avec l'aide d'un fonctionnaire allemand, doivent répartir les jeunes gens dans les institutions scientifiques et industrielles, régler les problèmes liés à l'enseignement et au logement du candidat ou encore contrôler leurs activités. Sur ce point, le règlement précise qu'ils doivent remettre un rapport au ministère de la Guerre tous les trois mois. Par ailleurs, ils sont chargés de traduire les règlements des institutions scien-

¹⁸⁴ *Ibid.* Article du *Sabah* du 27.04.1917.

¹⁸⁵ *Deutsch-Türkische Vereinigung*, juillet – août 1918, cité in : Ülger, Eris S., *Atatürk und die Türkei in der deutschen Presse*, Hückelhoven, Schulbuchverlag Anadolu, 1992, p. 58.

¹⁸⁶ *Ibid.*

¹⁸⁷ *Almanya'da yetiştirileceği askeri ve sivil mühendisler; talebeler, fenni memur, usta ve amelere nazaret vazifesiyle mükellef olmak ve Berlin sefaret-i seniyesine merbut bulunmak üzere teşkil edilen askeri murabbaşıhının vezâifina ve salâhiyetine dair talimatname* [Règlement concernant la fonction et la disposition de la délégation militaire de l'ambassade impériale de Berlin chargée de contrôler les ingénieurs militaires et civils, les étudiants, les techniciens, les spécialistes et les ouvriers formés en Allemagne], Istanbul, matbuat-ı askeriye, 1332 (1916).

tifiques et industrielles allemandes et d'étudier le contenu des cours dans le but de former de futurs ingénieurs et des ouvriers spécialisés. Ces inspecteurs doivent avoir fait des études, connaître « dans la mesure du possible le fonctionnement des usines et des écoles allemandes » et parler parfaitement la langue allemande. À partir du printemps 1917, le Şeyh Salih et-Tunisi, qui avait été également membre de la mission d'inspection du camp musulman de Berlin en décembre 1914, est chargé de donner des cours de religion aux jeunes gens turcs à Berlin¹⁸⁸. Vers la fin de la Guerre, le ministère de l'Éducation met également en place une inspection civile pour l'Allemagne dirigée par Ali Haydar et pour laquelle travaille par exemple Zeki Mesud [Aslan], un pédagogue qui publiera un certain nombre d'articles sur le système scolaire allemand et qui continuera ses fonctions d'inspecteur en Allemagne sous la République. Sur place, les représentants du ministère de la Guerre et du ministère de l'Éducation sont en contact avec ceux de l'association germano-turque, avec lesquels ils se réunissent régulièrement.

L'association commence pour sa part à organiser le séjour de jeunes gens à partir du printemps 1916. Pour les responsables allemands, il est plus important de former des lycéens que des étudiants, dont ils estiment qu'ils arrivent insuffisamment préparés sur le plan méthodologique. En formant des plus jeunes, les autorités allemandes misent sur le fait que ceux-ci seront prêts par la suite à étudier en Allemagne. En mai 1918, on compte trois cents jeunes gens venus en Allemagne par l'intermédiaire de l'association germano-turque. Ils y suivent un enseignement dans des écoles secondaires ou sont placés dans des usines comme stagiaires. La grande majorité de ces adolescents est turque, vient de milieux de fonctionnaires et de militaires¹⁸⁹. Plus de la moitié de ces jeunes déclare vouloir devenir ingénieur ou technicien¹⁹⁰.

Dans l'Empire ottoman, les candidats sont choisis par un comité au sein de l'association turco-allemande dirigé par Schmidt et Nâzım et composé du directeur de l'enseignement secondaire Muslihiddin Adil bey, Halid Ziya, Hüseyin Cahid, Ahmed Emin, et de trois professeurs allemands. En Allemagne, ils sont pris en charge par Johannes Russack, qui a été traducteur pour l'ottoman dans l'armée jusque fin 1916, puis détaché du ministère de la Guerre, et Gerhard Ryll, qui a été professeur à l'école allemande d'Istanbul. Leur séjour est financé pour moitié par les parents et pour moitié par des fonds allemands. À partir de l'automne 1917, les enfants sont accueillis dans un internat à Berlin, où ils suivent des cours d'allemand avant d'être répartis dans différentes écoles d'Allemagne. À l'évidence, les candidats qui n'ont aucune connaissance d'allemand se heurtent à

¹⁸⁸ AA, R 63062, *Entsendung türkischer Schüler in deutschen Lebranstalten*, Rapport de l'ambassadeur Kühlmann, 25.03.1917.

¹⁸⁹ Pour beaucoup d'entre eux, partir en Allemagne leur permet d'échapper au service militaire. Voir Yalman, Ahmed Emin, *Turkey in the World War*, op. cit., p. 227.

¹⁹⁰ AA, R 63062, *Entsendung türkischer Schüler in deutsche Lebranstalten*, Rapport de l'ambassadeur Kühlmann, 25.03.1917.

de plus grandes difficultés et certains doivent rentrer. Ainsi, lors de l'envoi du deuxième groupe d'adolescents en automne 1917, les membres du comité chargés de les choisir veillent à ce que les candidats aient au moins quelques connaissances d'allemand, qu'ils peuvent par ailleurs acquérir lors de cours proposés par l'association. Pour autant, cette initiative ne résout pas les difficultés liées à la langue, qui sont régulièrement évoquées dans les rapports de l'association¹⁹¹.

Pour notre sujet, il est intéressant de noter que les autorités turques soutiennent particulièrement cette initiative. Selon un rapport de Jäckh, à la fin de l'année 1917, lors du voyage du Kaiser à Istanbul, des personnalités comme Talat, Enver et sa femme, Nâzım bey et Vahid Hanım¹⁹² expriment leur souhait d'étendre l'envoi aux jeunes filles, à une époque où le Comité prend des mesures allant dans le sens d'une émancipation féminine. En réalité le nombre de jeunes femmes qui partiront en Allemagne restera très modeste.

L'association accueille également des adolescents à partir de mai 1917 dans le but de les former comme ouvriers spécialisés. Enver semble être à l'origine de cette idée : à la fin de l'année 1916, il fait en effet savoir à Lossow qu'il souhaiterait envoyer 5000 à 10000 apprentis¹⁹³. Dans les faits, en mai 1918, 500 adolescents sont placés dans le domaine de l'artisanat, des mines et de l'agriculture. La plupart sont des orphelins, volontaires selon les sources allemandes. Arrivés en Allemagne, ils sont confiés aux représentants des différentes chambres artisanales allemandes et signent un contrat de trois ans avec un maître, chez lequel ils logent.

Si les autorités turques attendent beaucoup de la formation de jeunes gens en Allemagne, l'initiative soulève toutefois des critiques, comme en témoigne un article du *Yeni Mecmua* du 2 août 1917, dont l'auteur, qui ne signe pas¹⁹⁴, dénonce l'envoi de ces très jeunes gens à l'étranger, en soulignant le fait qu'ils ne maîtrisent pas la langue du pays dans lequel on les envoie, et surtout qu'ils ne possèdent pas suffisamment de connaissances sur leur culture, leur histoire nationale et leur littérature et qu'ils risquent ainsi d'être perdus pour leur propre pays. Par ailleurs, il estime qu'il est plus important de former des jeunes sur le plan de l'esprit qui sacrifieront leurs intérêts individuels à la nation que d'en faire des matérialistes et ajoute : « Sans doute il nous faut la culture de l'occident, c'est-à-dire les techniques, les connaissances et les principes. Le domaine de l'esprit, les sentiments

¹⁹¹ *Ibid.* et AA, R 63062, *Entsendung türkischer Schüler in deutsche Lehranstalten*, rapport de la Deutsch-Türkische Vereinigung, 6.02.1917.

¹⁹² AA, R 63062, *Entsendung türkischer Schüler in deutsche Lehranstalten*, 19.11.1917. Nimet Vahit, petite-fille d'Osman Hamdi, a été la première musicienne turque diplômée du conservatoire de Berlin.

¹⁹³ AA, R 63062, *Entsendung türkischer Schüler in deutschen Lehranstalten*, rapport du 24.11.1916 et *Deutsch-Türkische Vereinigung. Türkische Jugend in Deutschland. Jahresbericht der Schülerabteilung der Deutsch-Türkischen Vereinigung*, 1918, p. 47.

¹⁹⁴ Il s'agit selon toute vraisemblance de Necmeddin Sadık, qui publie un article reprenant les mêmes arguments dans le *Vakit* en décembre (voir *Der neue Orient. Halbmonatsschrift für das politische, wirtschaftliche und geistige Leben im gesamten Osten*, janvier 1918).

doivent appartenir à la nation ». Enfin, il dénonce le manque de suivi sur place, et met en valeur le rôle fondamental des inspecteurs, qui ne doivent pas se contenter de suivre le déroulement des cours, mais qui doivent éduquer les jeunes gens sur le plan moral. On le voit, l'auteur de l'article craint, pour utiliser un terme moderne, une acculturation de ces jeunes, au moment où les intellectuels cherchent à renforcer le sentiment national dans la jeunesse.

Les efforts conjugués des autorités turques et allemandes font que l'Allemagne accueille de loin le plus de jeunes gens, tandis que l'on dénombre 400 lycéens en Autriche et 150 en Suisse en 1918¹⁹⁵. Par ailleurs, cette initiative montre que le gouvernement unioniste et l'Allemagne envisageaient des relations étroites sur la durée. Mais il reste difficile de mesurer les conséquences concrètes de ces envois car la plupart des jeunes présents en Allemagne seront rapatriés dès la fin de la Guerre.

En plus d'adolescents, les différents ministères ont également envoyé des étudiants en Allemagne. D'autres s'y sont rendus par leur propre moyen. Comme nous le verrons, certains resteront sur place après la guerre, termineront leurs études et rentreront en Turquie après la proclamation de la République.

5. Les derniers moments de l'alliance

À la conquête du Caucase

« Laissons aux Anglais ce désert maudit ! Allons au Turkestan ! C'est là que je veux fonder un nouveau royaume pour mon petit Cengiz¹⁹⁶. »

La chute du tsar, en mars 1917, ouvre de nouvelles perspectives pour les projets ottomans à l'est : à partir de juin, les hostilités avec les troupes russes, qui occupent jusqu'alors les territoires ottomans autour de Trabzon, Erzurum et Van, cessent complètement¹⁹⁷. Les unionistes revendiquent non seulement les provinces de Kars, Batoum et Ardahan perdues lors de la guerre de 1877 / 1878 contre la Russie, qu'ils récupèrent officiellement lors du traité de Brest-Litovsk, mais ont également des visées sur Bakou et le Turkestan¹⁹⁸. Profitant de la situation chaotique dans le

¹⁹⁵ *Deutsch-Türkische Vereinigung*, juillet – août 1918, cité in : Ülger, Eris S., *Atatürk und die Türkei in der deutschen Presse*, op. cit., p. 58.

¹⁹⁶ Halil pacha, cité par Jäschke, Gotthard, « Der Turanismus der Jungtürken », op. cit., p. 22, qui précise que Cengiz était le fils de Halil.

¹⁹⁷ Trumpener, Ulrich, *Germany and the Ottoman Empire*, op. cit., p. 167.

¹⁹⁸ Sur ce sujet précisément voir Gökay, Bülent, *A Clash of Empires : Turkey between Russian Bolshevism and British Imperialism, 1918-1923*, London / New York, Library of Modern Middle East Studies, 1997 et *ibid.*, « Turkish Settlement and the Caucasus ». In : *Middle Eastern Studies*, vol. 32, n°2, avril 1996, pp. 45 – 76. Voir aussi Zürrer, Werner, *Kaukasien 1918 – 1921. Der Kampf der Grossmächte um die Landbrücke zwischen Schwarzem und Kaspischem Meer*, Düsseldorf, Droste, 1978.

Caucase, les troupes ottomanes avancent rapidement vers Alexandropol, qu'elles prennent en mai 1918. Les Allemands, pour leur part, commencent à craindre que la Porte, en voulant placer toute la Transcaucasie sous son contrôle, ne vienne gêner leurs propres intérêts : l'Allemagne cherche en effet à préserver une sorte d'État transcaucasien sous domination géorgienne, qui lui assurerait une influence en Asie centrale et en Perse¹⁹⁹. Lossow essaie de faire en sorte qu'un accord soit trouvé, en vain. La Géorgie décide alors de se dissocier de la Fédération transcaucasienne et d'appeler l'Allemagne à l'aide, avec laquelle elle signe une série d'accords provisoires qui lui assurent de nombreux avantages économiques et militaires. Les Arméniens et les Azéris proclament également l'indépendance de leurs républiques. Le 15 mai, Ludendorff ordonne à Seeckt de faire pression sur Enver pour que l'armée ottomane cesse son avancée. Par ailleurs, il est d'avis que l'armée ottomane ferait mieux de se préoccuper de la situation en Mésopotamie et en Palestine. À nouveau, les protestations allemandes restent vaines. Au début du mois de juin 1918, devant la menace turque, la Géorgie signe un traité avec la Porte par lequel elle reconnaît non seulement la cession de deux districts mais aussi un droit de regard turc dans les affaires militaires. L'Empire conclut également un accord de paix avec les Arméniens, qui impose à ces derniers d'importantes restrictions territoriales ainsi qu'un contrôle ottoman de la ligne de chemin de fer Alexandropol – Dzhulfa.

L'accord passé avec l'Azerbaïdjan enfin, place celui-ci sous la protection ottomane. À l'initiative d'Enver, une force turco-azérie, l'Armée de l'Islam, est même mise en place pour la conquête de Bakou. Pendant ce temps, les Allemands, qui n'ont aucun moyen d'intervention, travaillent à renforcer leur influence sur la Géorgie en envoyant Kress von Kressenstein à Tiflis. Mais eux aussi ont les yeux rivés sur Bakou que, malgré la résistance arménienne, les Turcs commencent à encercler dès la fin du mois de juillet 1918. Les Arméniens font alors appel aux Anglais, qui se trouvent au nord de la Perse, à quelques jours de marche seulement. Ces derniers arrivent le 4 août. Enver, le 17 août, propose aux Allemands de se joindre aux troupes ottomanes pour prendre Bakou. Les Allemands passent alors un accord avec les Bolcheviks par lequel ils s'engagent à respecter la souveraineté russe sur Bakou et à s'opposer à une intervention turque à Bakou et en Transcaucasie, en échange de quoi les Soviétiques acceptent de laisser les Allemands libres à Bakou. Cet accord, évidemment, provoque la colère des Ottomans. La première semaine de septembre 1918, Talat se rend donc à Berlin, où il propose aux autorités allemandes de faire de la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan des États tampons contre la Russie (précisant que la Géorgie doit céder certains districts à l'Empire ottoman), d'incorporer Bakou à l'Azerbaïdjan et enfin d'armer les musulmans du Turkestan contre la Grande-Bretagne et la Russie. Si l'Allemagne accepte ces propositions, ajoute Talat, la Porte s'engagera à limiter ses revendications

¹⁹⁹ Trumpener, Ulrich, *Germany and the Ottoman Empire, op. cit.*, p. 177.

en Europe, notamment concernant la Thrace. Les Allemands, sans surprise, refusent l'accord, estimant au contraire que la Porte doit rendre les districts qu'elle a pris à la Géorgie. L'Allemagne, par ailleurs, veut s'entendre avec les Soviétiques. Pendant ce temps, l'état-major allemand prépare une attaque à Bakou. Mais l'armée de l'Islam ouvre une contre-attaque le 14 septembre et prend la ville le 16. Les Allemands reprennent alors leurs négociations avec les Turcs qui acceptent que l'administration des réserves de pétrole de Bakou ainsi que le chemin de fer Tiflis – Bakou soient placés sous contrôle allemand et que leurs troupes se retirent des républiques arméniennes et azéries, à la condition que les Soviétiques reconnaissent ces deux républiques. Talat, en effet, doit désormais faire des concessions : la situation militaire est catastrophique. Alors que Kress von Kressenstein se trouve à Bakou, où il tente de faire respecter l'accord passé, la Porte signe l'armistice de Moudros le 30 octobre.

La fin de la guerre

Pendant que les unionistes se concentrent sur le Caucase, la situation sur les autres fronts est devenue alarmante. Mais l'urgence ne devient évidente qu'en septembre, lorsque Talat, revenant d'Allemagne, est témoin de la défaite de l'armée bulgare contre l'Armée d'Orient du général Franchet d'Esperay entre le 15 et le 19 septembre, et apprend que le gouvernement bulgare va chercher une paix séparée avec les forces de l'Entente. Le CUP décide alors de revenir au multipartisme, conscient qu'un nouveau gouvernement serait plus en mesure de négocier avec l'Entente. Le cabinet de Talat présente sa démission le 8 octobre. Il propose au sultan que Talat soit remplacé par Ahmed İzzet pacha et que le nouveau gouvernement soit composé de ministres unionistes connus pour leur opposition à l'entrée en guerre de l'Empire aux côtés des puissances centrales, comme Cavid, Ali Fethi [Okyar], Rauf [Orbay]²⁰⁰. Deux jours après la signature de l'armistice de Moudros, le 1^{er} novembre 1918, les principaux dirigeants, dont Talat, Enver et Nâzım, fuient en Europe. Le 5 novembre 1918, le CUP se dissout.

Du côté allemand, des voix s'étaient élevées dès juin 1918 pour que soit conclue une paix de compromis avec les alliés, fondée sur l'abandon des conquêtes à l'ouest contre le maintien des conquêtes à l'est, ce que l'état-major général allemand a catégoriquement refusé²⁰¹. Assez rapidement, les Alliés peuvent reprendre l'offensive, remportant une victoire décisive sur le front ouest au début du mois d'août, confirmée par quatre nouvelles offensives à la fin du mois de septembre. Dès le 28 septembre, l'état-major allemand envisage de demander l'armistice. Dans les semaines qui suivent, la situation ne fait qu'empirer en Allemagne, où la mutinerie des marins de Kiel marque le début d'une agitation révolu-

²⁰⁰ Zürcher, Erik Jan, *The Unionist Factor*, op. cit., pp. 70 – 71.

²⁰¹ Becker, Jean-Jacques, *La Première Guerre mondiale*, op. cit., p. 271.

tionnaire qui gagne du terrain. Le 9 novembre, le socialiste Philipp Scheidemann proclame la république et Guillaume II se réfugie aux Pays-Bas. Deux jours plus tard, l'armistice est conclu à Rethondes.

L'histoire de l'alliance entre l'Allemagne et l'Empire ottoman doit encore faire l'objet de nombreuses recherches. Sur le plan politique, il faudrait approfondir la question de l'opposition d'une fraction des unionistes, menée par Cavid, à l'entrée en guerre de l'Empire ottoman aux côtés des puissances centrales, qui semble, nous l'avons dit, s'être à nouveau manifestée lors de la rupture des relations avec les États-Unis en avril 1917. Dans le domaine militaire, les relations entre les officiers allemands et ottomans (en particulier entre Seeckt et Enver) mériteraient une nouvelle étude, à partir de sources ottomanes. Il serait également nécessaire de préciser la question du rôle des conseillers allemands dans les ministères ottomans, en essayant notamment de déterminer comment les décisions de faire venir ces experts ont été prises. Comme nous avons commencé à le montrer, les unionistes voulaient adopter le savoir-faire allemand dans de nombreux domaines sans toutefois avoir de plan établi. Ils ont, surtout, été particulièrement ambivalents dans leur démarche. En ce sens, la plupart des initiatives semblent être restées vaines. Par contre, l'alliance, par la force des choses, a contribué au développement de nouvelles relations, qui auront leur impact par la suite.

Troisième partie
Des traités de paix à la reprise
des relations officielles (1918 – 1924) :
le maintien de liens
entre l'Allemagne et la Turquie

